



Addis Abeba, Ethiopie
Source: iStock

PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE AUX CATASTROPHES EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE :

Résultat 5

Initiative de financement des risques de catastrophes en Afrique

Rapport d'activité 2017 -2018



Mis en œuvre par :



GFDRR
Global Facility for Disaster Reduction and Recovery



LA BANQUE MONDIALE
IBRD • IDA

© Facilité mondiale pour la prévention des risques de catastrophes et le relèvement
Banque mondiale - 1818 H Street, N.W., Washington, D.C., 20433, U.S.A.
Tous droits réservés

Ce rapport a été rédigé pour l'initiative de Financement des risques de catastrophes en Afrique (« ADRF » - Africa Disaster Risk Financing), une initiative du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), financée par l'Union européenne (UE) et mise en œuvre par la Facilité mondiale pour la prévention des risques de catastrophes et le relèvement (GFDRR) et la Banque mondiale, dans le cadre du programme élargi de Renforcement de la résilience aux catastrophes en Afrique subsaharienne.

Bien que tous les efforts raisonnables aient été pris pour présenter des informations précises dans ce rapport, les constats, interprétations et conclusions exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues de l'ACP, de l'UE ou de la Banque mondiale/GFDRR, ni ne garantissent l'exactitude des données. Les frontières, couleurs, dénominations et autres informations figurant sur toute carte dans ce travail n'impliquent aucun jugement de la part de l'ACP, de l'UE ou de la Banque mondiale/GFDRR quant au statut juridique de tout territoire ou l'approbation ou l'acceptation de ces frontières.

Le texte dans cette publication peut être reproduit en tout ou en partie et sous quelque forme à des fins éducatifs ou à but non lucratif, sans permission spéciale pour autant que l'indication de la source soit faite. Le Secrétariat de la GFDRR serait heureux de recevoir une copie de toute publication qui utilise ce rapport comme une source. Des copies peuvent être envoyées au Secrétariat de la GFDRR à l'adresse sur la couverture arrière. Aucune utilisation de cette publication ne peut être prévue pour la revente ou à d'autres fins commerciales sans autorisation écrite préalable du Secrétariat de la GFDRR. Toutes les images restent la propriété exclusive de la source et ne peuvent servir à aucun but sans la permission écrite de la source.

Notes : Les contributions financières et les dépenses déclarées sont consignées jusqu'au samedi 30 juin 2018 ; tous les montants sont en dollars américains (\$), sauf indication contraire.



Plantation de thé vert, Malawi

Source: iStock

Initiative de financement des risques de catastrophes en Afrique Rapport d'activité 2017–2018

Ce rapport d'activité fait la synthèse des activités du Résultat 5, connu également sous le nom de l'Initiative de financement des risques de catastrophes en Afrique, appelée « ADRF » (Africa Disaster Risk Financing) ou « l'Initiative ADRF », entre le 1^{er} juillet 2017 et le 30 juin 2018. Ce rapport donne un aperçu des activités accomplies jusqu'à cette date, tout en relevant les priorités et les enjeux à venir.

L'Initiative ADRF a été officiellement lancée le 17 novembre 2015 à l'occasion d'une cérémonie à Addis-Abeba, lors de la conférence *Comprendre les risques et la finance (URF - Understanding Risk and Finance)*.¹ Elle vise à fournir aux pays africains des mécanismes novateurs de financement des risques, susceptibles de réduire considérablement les pertes subies en cas de catastrophe, d'accélérer le relèvement et de renforcer la résilience face aux aléas naturels. L'Initiative ADRF a déjà produit des résultats concrets en aidant des États dans leurs efforts de renforcement des capacités nécessaires pour adopter des stratégies de financement multirisques aux niveaux régional, national et local.

¹ La Conférence URF a été financée par l'Initiative ADRF et a été organisée à Addis-Abeba du 17 au 20 novembre 2015. Pour plus d'informations, voir les liens vers :
La page URF : <https://understandrisk.org/event/understanding-risk-finance-conference/>
Le compte rendu de la conférence : https://understandrisk.org/wp-content/uploads/URF-Proceedings_FINAL_web.pdf

Sigles et abréviations

ACP	Afrique, Caraïbes et Pacifique
AFD	Agence française de développement
ADRF	Africa Disaster Risk Financing (Financement des risques de catastrophes en Afrique)
BAD	Banque africaine de développement
Cat-DDO	Catastrophe Deferred Drawdown Option (Option de retrait différé pour les risques liés aux catastrophes)
CE	Commission européenne
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'ouest
CEEAC	Communauté économique des États de l'Afrique centrale
CER	Communautés économiques régionales africaines
CPP	Comité de pilotage du programme
CUA	Commission de l'Union africaine
DFID	United Kingdom Department for International Development (Département britannique pour le développement international)
DMA	Lesotho Disaster Management Authority (Autorité de gestion des catastrophes du Lesotho)
DPL	Development Policy Loan (Prêt à l'appui de politiques de développement)
FED	Fonds européen de développement
FEED	Cabo Verde Special Fund for Stabilization and Development (Fonds spécial pour la stabilisation et le développement du Cap-Vert)
FRC	Financement des risques de catastrophes
GRC	Gestion des risques de catastrophes
GFDRR	Global Facility for Disaster Reduction and Recovery (Facilité mondiale pour la prévention des risques de catastrophes et le relèvement)
GIZ	Deutsche Gesellschaft für internationale Zusammenarbeit (Agence allemande de développement)
HSNP	Kenya Hunger Safety Net Program (Programme de filet de sécurité contre la faim du Kenya)
IDA	International Development Association (Association internationale de développement)
IGAD	Inter-Governmental Authority on Development (Autorité intergouvernementale pour le développement)
INGC	Mozambique National Institute for Disaster Management (Institut national du Mozambique pour la gestion des catastrophes)
KLIP	Kenya Livestock Insurance Program (Programme d'assurance du bétail au Kenya)
KSEIP	Kenya Social and Economic Inclusion Project (Projet d'inclusion sociale et économique au Kenya)
MRI	Mécanisme de réponse immédiate
NUSAF3	Northern Uganda Social Action Fund Phase 3 (Fonds d'action sociale pour le nord de l'Ouganda - Phase 3)
ONG	Organisation non gouvernementale
OpenDRI	Open Data for Resilience Initiative (Initiative pour le libre accès aux données et la résilience)
PAM	Programme alimentaire mondial
PRC	Prévention des risques de catastrophes
R2	Programme du Résultat 2
R5	Programme du Résultat 5
SADC	Southern African Development Community (Communauté de développement d'Afrique australe)
SFDRR	Sendai Framework for Disaster Risk Reduction (Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes)
SIDA	Swedish International Development Cooperation Agency (Agence suédoise de coopération internationale au développement)
SIG	Système d'information géographique
UE	Union européenne
UNICEF	United Nations International Children's Emergency Fund (Fonds des Nations unies pour l'enfance)
UNISDR	United Nations International Strategy for Disaster Reduction (Bureau des Nations unies pour la réduction des risques de catastrophes)
URF	Understanding Risk and Finance Conference (Conférence Comprendre les risques et la finance)
USAID	United States Agency for International Development (Agence des États-Unis pour le développement international)



Habitations sur flanc de colline, Rwanda

Source: iStock

Table des matières

1. Introduction	1
2. À propos de l'Initiative de financement des risques de catastrophes en Afrique	2
3. Faits saillants	4
4. Vue d'ensemble des activités	5
4.1 Création de l'environnement de données propice au financement des risques	5
4.2 Soutien aux pays dans l'élaboration de stratégies de financement des risques	9
4.3. Facilitation d'initiatives régionales de financement des risques et de partage des connaissances	25
5. Gouvernance	29
Annexe - Communication et visibilité	31
PLEINS PHARES	
Pleins phares : Applications des profils de risques de catastrophes	8
Pleins phares : Approbation de l'option de retrait différé pour les risques liés aux catastrophes (Cat-DDO) pour le Kenya	24
Pleins phares : Villes Ouvertes en Afrique - Open Cities Africa	28
TABLEAU	
Résumé des domaines prioritaires de soutien demandés par les pays	11

1. Introduction

La plupart des pays d'Afrique subsaharienne connaissent depuis plusieurs années une croissance économique soutenue. Or, la vulnérabilité de la région aux catastrophes naturelles peut freiner ce développement. Les catastrophes naturelles touchent tous les secteurs de l'économie et, à ce titre, entravent la capacité des populations à accroître leur niveau de vie. Elles peuvent également faire tomber dans la pauvreté celles et ceux qui ne sont pas encore pauvres mais qui demeurent vulnérables. Le Financement des risques de catastrophes (FRC) aide à protéger les gains de développement durement acquis.

Lancée en 2015, l'Initiative de financement des risques de catastrophes en Afrique (ADRF) est le premier programme d'Afrique subsaharienne à s'inscrire spécifiquement dans le cadre de cette démarche. Le renforcement de la résilience financière aux catastrophes permet aux pays de gérer le coût des catastrophes et des chocs climatiques et de devenir des gestionnaires de risques efficaces plutôt que des emprunteurs dans l'urgence. L'Initiative ADRF travaille maintenant avec 19 pays d'Afrique subsaharienne à élaborer des approches de financement des risques de catastrophes qui correspondent au contexte propre de chaque pays et qui répondent aux exigences des gouvernements.

Au cours de la période 2017-2018, l'Initiative ADRF a poursuivi la mise en œuvre d'activités visant à créer un environnement de données propice afin d'informer et d'évaluer des politiques et des instruments de protection financière et d'aider les gouvernements à comprendre les risques auxquels sont confrontés leur pays et leur population. Des profils de risques multi-aléas sont en cours d'élaboration pour neuf pays et les informations qui en découlent ont déjà servi à éclairer des politiques et des projets sectoriels spécifiques.

Les engagements à l'initiative des pays concernant l'élaboration de stratégies de FRC et d'analyse des options de financement de contingence continuent de prendre de l'ampleur. L'Initiative ADRF travaille aussi avec les ministères des Finances à l'établissement de filets de sécurité sociale qui apportent rapidement de l'aide d'urgence aux ménages vulnérables en cas de catastrophe, ainsi qu'à la mise en place de programmes d'assurance agricole qui permettent l'accès au crédit pour les agriculteurs à faible revenu.

Par ailleurs, l'Initiative ADRF a continué d'organiser des événements et des formations de partage de connaissances. Même si la priorité accordée au FRC évolue dans chaque pays à sa manière, il existe néanmoins des difficultés communes en matière de conception et de mise en œuvre de stratégies de FRC. Les événements de partage de connaissances et le très grand choix de formations aux évaluations des risques et aux solutions de financement renforcent les capacités techniques de gestion des risques de catastrophes (GRC) des parties prenantes.

Les activités de l'Initiative ADRF sont en cours, il n'en reste pas moins qu'en Afrique subsaharienne, le développement des capacités de FRC relève d'un effort constant qui nécessitera une forte mobilisation dans les années à venir. Il s'agira aussi d'assurer une étroite coordination avec d'autres acteurs et initiatives œuvrant dans le domaine du FRC en Afrique. Le présent rapport d'activité énonce les activités entreprises au titre de l'Initiative ADRF en 2017-2018 qui ont continué d'aider à mieux comprendre les catastrophes et les risques climatiques en Afrique subsaharienne, à renforcer la sensibilisation à ceux-ci, à fournir un appui aux gouvernements pour élaborer des stratégies de FRC et à faciliter le partage de connaissances.

2. À propos de l'Initiative de financement des risques de catastrophes en Afrique

L'UE et le Groupe des États ACP ont établi le Programme de coopération intra-ACP de **Renforcement de la résilience aux catastrophes en Afrique subsaharienne**,² financé dans le cadre du 10^e Fonds européen de développement (FED) dont l'objectif global est le **renforcement de la résilience des régions, des pays et des communautés d'Afrique subsaharienne aux impacts de catastrophes naturelles**. Sont également concernés les impacts potentiels du changement climatique pour réduire la pauvreté et promouvoir le développement durable.

Pour atteindre cet objectif, cinq Résultats ont été identifiés et sont mis en œuvre par plusieurs organisations partenaires, notamment la Banque africaine de développement (BAD), la Commission de l'Union africaine (CUA), le Bureau des Nations unies pour la réduction des risques de catastrophes (UNISDR) et la GFDRR au sein de la Banque mondiale. Il s'agit des résultats suivants :

- R1 — Programme d'action élargi pour la mise en œuvre de la stratégie régionale africaine sur la réduction des risques de catastrophe. Mis en œuvre par la CUA et l'UNISDR.
- R2 — Les communautés économiques régionales (CER)³ africaines ont des capacités opérationnelles de coordination, de planification et de conseil politique de la gestion des risques de catastrophe (GRC) afin d'appuyer leurs États membres respectifs et les programmes régionaux et sous-régionaux. Mis en œuvre par la GFDRR.
- R3 — Les capacités des centres climatiques régionaux et nationaux sont améliorées afin de répondre aux besoins d'une utilisation efficace des services de météo et du climat des agences de GRC et des secteurs socio-économiques, de cibler les communautés et les systèmes d'alerte précoce en temps réel. Mis en œuvre par la BAD.
- R4 — Les pays africains ont amélioré leurs connaissances en matière de risques à travers la compilation de données historiques relatives aux catastrophes afin de renseigner l'évaluation et la modélisation des risques futurs. Mis en œuvre par l'UNISDR.
- R5 — Des stratégies de financement multirisques sont développées aux niveaux régional, national et local afin d'aider les pays africains dans des prises de décisions éclairées et d'atténuer les impacts socio-économiques budgétaires et financiers des catastrophes. Mis en œuvre par la GFDRR.**

Comme indiqué plus haut, la GFDRR est responsable de la mise en œuvre de R2 et R5. Ce rapport examine spécifiquement les réalisations dans le cadre du programme R5.

² De plus amples renseignements sur le programme de Renforcement de la résilience aux catastrophes en Afrique subsaharienne sont disponibles à : <http://www.preventionweb.net/resilient-africa>.

³ La Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) et la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC).

L'Initiative ADRF catalyse l'adoption d'outils novateurs en matière d'identification, d'évaluation et de financement des risques dans les cadres politiques et les programmes de développement de plusieurs pays africains à faibles et moyens revenus.

Les objectifs principaux de l'initiative sont les suivants :

- Soutenir les pays africains dans l'élaboration de stratégies de financement multirisques aux niveaux régional, national et local afin qu'ils puissent prendre des décisions informées ;
- Améliorer les capacités d'intervention financière post-catastrophe ;
- Atténuer les impacts socioéconomiques, budgétaire et financiers des catastrophes dans les pays africains.

Pour réaliser ces objectifs, l'Initiative ADRF comporte trois composantes opérationnelles :

- Création de l'environnement de données propice au financement des risques ;
- Soutien aux pays dans l'élaboration de stratégies de financement des risques ; et
- Facilitation d'initiatives régionales de financement des risques et de partage des connaissances.

Les résultats attendus de l'Initiative ADRF sont les suivants :

- Le renforcement des capacités en matière de production, d'accès et d'utilisation d'informations sur les risques de catastrophes en vue de procéder à des évaluations des risques qui viennent étayer l'élaboration de stratégies de GRC, comme des programmes d'investissement dans la protection financière et la prévention des risques ;
- Le renforcement des capacités en vue d'incorporer dans le processus décisionnel les informations sur les risques de catastrophes et les risques climatiques ;
- L'élaboration de stratégies visant à accroître la résilience financière contre les aléas naturels ; et
- La facilitation du partage des connaissances et des méthodes les plus performantes concernant des solutions de financement des risques qui sont pertinentes pour les pays africains.

Les activités qui relèvent de l'Initiative ADRF viennent renforcer et s'inscrivent en conformité avec l'approche énoncée par le Programme d'action⁴ de la CUA et le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes (SFDRR) 2015-2030.⁵ Le Programme d'action a été présenté et adopté au cours de la 6e session de la Plate-forme régionale africaine⁶ organisée par le gouvernement de l'île Maurice du 22 au 25 novembre 2016.

⁴ Voir [http://www.unisdr.org/files/13655_POAinEnglishadoptedinNairobi16April\[1\].pdf](http://www.unisdr.org/files/13655_POAinEnglishadoptedinNairobi16April[1].pdf)

⁵ Est inclus son prédécesseur au moment de son lancement, le Cadre d'action de Hyogo (HFA) 2005-2015.

⁶ La Plate-forme régionale africaine est un forum bisannuel qui rassemble les États membres d'Afrique, des organisations intergouvernementales et des partenaires du développement pour examiner les progrès accomplis dans la mise en œuvre des cadres continental et mondial de prévention des risques de catastrophes. Voir <https://www.unisdr.org/conferences/2016/afrip>

3. Faits saillants

Création de l'environnement de données propice au financement des risques

- L'Initiative ADRF a réalisé des profils de risques de catastrophes pour neuf pays (**Cap-Vert, Éthiopie, Kenya, Malawi, Mozambique, Mali, Niger, Ouganda et Sénégal**). Sur la base de ces profils, plusieurs applications concrètes sont en cours d'élaboration qui traduisent les informations et les données techniques obtenues en des mesures réalistes au niveau des pays. Au **Mozambique**, les données sur les risques d'inondations, de cyclones et de tremblements de terre ont été utilisées pour réaliser une évaluation des risques multi-aléas de l'infrastructure scolaire.
- Une nouvelle méthodologie a été mise au point pour identifier les ménages susceptibles de sombrer dans la pauvreté lorsqu'ils sont exposés à des chocs. Ce type d'informations permet de mieux cibler des **programmes de protection sociale évolutifs**. Cette méthode a produit des ensembles de données identifiant des ménages en **Éthiopie, au Niger, au Nigeria, en Ouganda et en Tanzanie** qui sont vulnérables à l'exposition à la sécheresse.

Soutien aux pays dans l'élaboration de stratégies de financement des risques

- L'engagement concernant l'élaboration de politiques, d'instruments et de stratégies de financement des risques de catastrophes ont continué de prendre de l'ampleur. Des activités ont été entreprises dans 18 pays : **l'Afrique du Sud, le Bénin, le Cap-Vert, Eswatini⁷, l'Éthiopie, le Kenya, le Lesotho, Madagascar, le Malawi, la Mauritanie, le Mozambique, le Niger, l'Ouganda, le Rwanda, le Sénégal, les Seychelles, la Zambie et le Zimbabwe**.
- Avec l'aide de l'Initiative ADRF, la Banque mondiale a approuvé un prêt à l'appui de politiques de développement (DPL)⁸ avec une **option de retrait différé pour les risques liés aux catastrophes (Cat-DDO)⁹** pour le Kenya en juin 2018, qui fournit au pays une ligne de crédit contingente de 200 millions de dollars. Pour se préparer à l'élaboration de cette ligne de crédit, le gouvernement du Kenya a approuvé une stratégie nationale de FRC, la première à être adoptée en Afrique subsaharienne. Le Kenya a également amélioré sa politique de GRC, notamment en matière de gestion urbaine, du territoire et de l'eau. L'équipe ADRF fournit aussi un appui aux gouvernements du **Cap-Vert**, du **Malawi** et de **Madagascar** pour la préparation d'un Cat-DDO.

Facilitation d'initiatives régionales de financement des risques et de partage des connaissances

- L'Initiative ADRF a élaboré une nouvelle activité régionale de partage des connaissances intitulée **Villes Ouvertes en Afrique (Open Cities Africa)**, qui transpose à plus grande échelle l'utilisation de moyens innovants de collecte de données et de cartographie dans 10 villes sélectionnées, renforce les capacités d'utilisation d'outils de cartographie et crée un réseau local d'échange de connaissances.
- En mai 2018, l'Initiative ADRF a organisé un événement de partage de connaissances en marge du Forum Comprendre les risques (*Understanding Risk*) à Mexico, **réunissant plus de 60 participants**, dont 40 délégués gouvernementaux d'Afrique subsaharienne, ce qui en a fait un des plus grands rassemblements à ce jour de professionnels africains spécialisés dans le financement des risques de catastrophes. L'événement a permis de démontrer l'impact de l'Initiative ADRF sur le renforcement des capacités de FRC au sein des gouvernements en Afrique subsaharienne.
- L'Initiative ADRF et le gouvernement de **l'Ouganda** ont organisé une formation de cinq jours en juillet 2017 sur les plates-formes ouvertes de diffusion des informations sur les risques pouvant servir à produire des scénarios réalistes sur les impacts d'aléas naturels. La formation a été suivie par 24 délégués des **Comores, de Madagascar, du Malawi, du Mozambique, du Niger, d'Ouganda, de Tanzanie** et de **Zanzibar**.

⁷ Le pays a changé de nom, délaissant Swaziland en faveur du Royaume d'Eswatini ou Eswatini, à compter du 19 avril 2018.

⁸ Un prêt à l'appui de la politique de développement fournit un appui budgétaire aux gouvernements ou à une subdivision politique pour un programme de mesures stratégiques et opérationnelles en vue de contribuer à parvenir à une croissance durable et partagée et à la réduction de la pauvreté.

⁹ Un Cat-DDO (*Catastrophic Deferred Drawdown Option* - option de retrait différé pour les risques liés aux catastrophes) est une ligne de crédit conditionnelle qui apporte des liquidités immédiates aux pays à la suite d'une catastrophe naturelle : <http://pubdocs.worldbank.org/en/526461507314946994/product-note-cat-ddo-ibrd-2018.pdf>

4. Vue d'ensemble des activités

Entre juillet 2017 et juin 2018, l'équipe a concentré ses efforts sur la poursuite et le développement des activités menées depuis le début de l'Initiative ADRF¹⁰, et sur l'accélération et l'approfondissement des engagements entrepris dans les pays d'Afrique subsaharienne visant à élaborer des politiques, des instruments et des stratégies de FRC. Les activités et les domaines d'engagement de chaque composante sont décrits ci-dessous. Parallèlement à la mise en œuvre de ces activités, les efforts de coordination se sont poursuivis avec les partenaires du programme, y compris l'UE, principalement par l'intermédiaire de la délégation de l'UE auprès de l'Union africaine à Addis-Abeba.

4.1 Création de l'environnement de données propice au financement des risques

L'un des principaux objectifs de l'Initiative ADRF est de créer un environnement de données propice au financement des risques. À cette fin, des activités spécifiques se sont poursuivies dans des pays d'Afrique subsaharienne sélectionnés. Ces activités ont continué à améliorer la compréhension et la prise de conscience des risques de catastrophes et des risques climatiques en Afrique subsaharienne, et ont contribué à l'élaboration de politiques, d'instruments et de stratégies pour le FRC.

Profils de risques de catastrophes

L'exercice de validation et de calibrage pour neuf profils de risques nationaux (**Cap-Vert, Éthiopie, Kenya, Malawi, Mozambique, Mali, Niger, Ouganda et Sénégal**) a été réalisé pour les aléas suivants : tremblements de terre, volcans, sécheresses et glissements de terrain. Le même exercice se poursuit pour les inondations et les cyclones afin de finaliser les profils, qui paraîtront d'ici la fin de 2018 après un examen technique final. Les profils tiennent compte des calculs actualisés sur les aléas, l'exposition et les risques pour les inondations, les sécheresses, les tremblements de terre, les glissements de terrain et les cyclones.

Les profils de risques incluront des visualisations simplifiées des informations techniques et les résultats de l'évaluation des risques modélisée seront reliés aux informations de fond sur les risques de catastrophes dans chacun des pays.

Les données recueillies sur les aléas sont actuellement disponibles sur Thinkhazard¹¹ et seront également accessibles sur la plate-forme GeoNode du laboratoire d'innovations (*Innovation Lab*) de la GFDRR¹² d'ici décembre 2018. Ceci permettra aux parties prenantes d'explorer, de consulter, de télécharger et d'utiliser les résultats sur les risques dans le but de prendre des décisions en matière de GRC. Des données spécifiques nationales seront également accessibles sur des plates-formes locales de partage des données, comme <http://risques-niger.org> au **Niger**. Le partage d'informations sur les risques permet à une multitude d'autres projets et parties prenantes de bénéficier de ces données à des fins de planification de la gestion et du FRC.

¹⁰ Pour en savoir plus, veuillez vous reporter aux rapports d'activité de l'Initiative ADRF précédents pour la période d'août 2014 à juin 2016 en anglais (goo.gl/3UxzuM) et en français (goo.gl/VtSIT5), ainsi que pour la période de juillet 2016 à juin 2017 en anglais (<https://goo.gl/fziz5j>) et en français (<https://goo.gl/xcHCpU>).

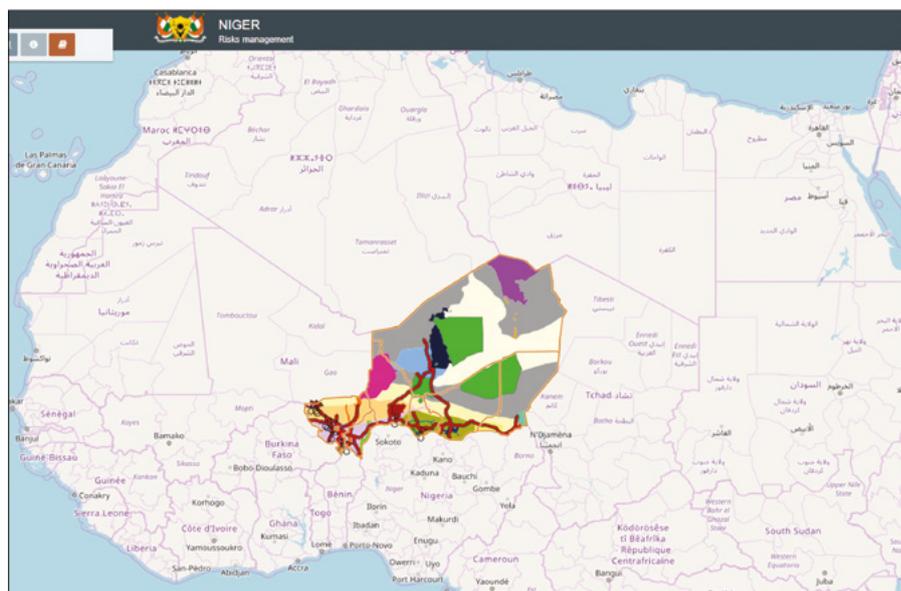
¹¹ <http://thinkhazard.org/en/>

¹² GeoNode est une application et une plateforme basées sur Internet dont la fonction est de développer un système d'informations géospatiales et de déployer des infrastructures de données spatiales. Voir <http://www.geonode.org>

Les résultats des profils de risques ont donné lieu à plusieurs applications (Pour plus d'informations, voir la section Pleins phares de cette section). Les résultats analytiques servent de base aux discussions que l'équipe de l'Initiative ADRF tient avec les gouvernements sur les stratégies de financement des risques, car ils fournissent des données quantitatives sur les pertes et les impacts moyens annuels des catastrophes pour les personnes et les biens. Les résultats du profil de risques pour l'Ouganda, par exemple, ont été présentés au début de 2018 dans le cadre d'un dialogue sur la résilience urbaine et le financement des risques. Au Cap-Vert et au Kenya, les résultats des profils de risques contribuent au diagnostic du FRC et sont des éléments essentiels de la conception du DPL avec CAT-DDO (voir la section 4.2). Enfin, une coordination avec l'UNISDR dans le cadre du Résultat 4 s'est poursuivie pour éclairer et harmoniser les résultats des profils de risques¹³.

Outil des risques en ligne pour le Niger

Source: <http://risques-niger.org>



Partage des informations sur les risques

L'Initiative ADRF a apporté son appui à la revitalisation et à l'institutionnalisation de la plate-forme GeoNode au Mozambique, qu'elle a complétée avec GeoSAFE, une application en ligne d'analyse et de visualisation des scénarios d'impact d'aléas naturels¹⁴.

L'équipe ADRF a travaillé pour personnaliser les outils et mettre au point les procédures de saisie et d'analyse des données pour le contexte mozambicain, en s'appuyant sur les retours des utilisateurs et les demandes émanant de l'institut national du Mozambique pour la gestion des catastrophes (INGC). La préparation et le téléchargement dans GeoNode des ensembles de données disponibles, y compris des métadonnées, ainsi que des couches d'aléas provenant du profil de risques sont en train d'être finalisés.

Les analyses produites par GeoNode et GeoSAFE pourraient être utiles pour informer la stratégie de FRC et d'assurance que le gouvernement du Mozambique est en train d'établir (voir section 4.2 ci-dessous). Les tâches à compléter sur GeoNode et GeoSAFE devraient s'achever l'an prochain et comprennent notamment le lancement d'une campagne pour diffuser au grand public l'existence de cette ressource en libre d'accès.

¹³ Au titre du Résultat 4, l'UNISDR vise à soutenir 20 pays d'Afrique subsaharienne en vue de rendre compte de manière systématique des pertes occasionnées par des catastrophes et d'estimer les probabilités de risques futurs, en mettant l'accent sur les aléas d'origine météorologique et liés au changement climatique comme point de départ du dialogue politique.

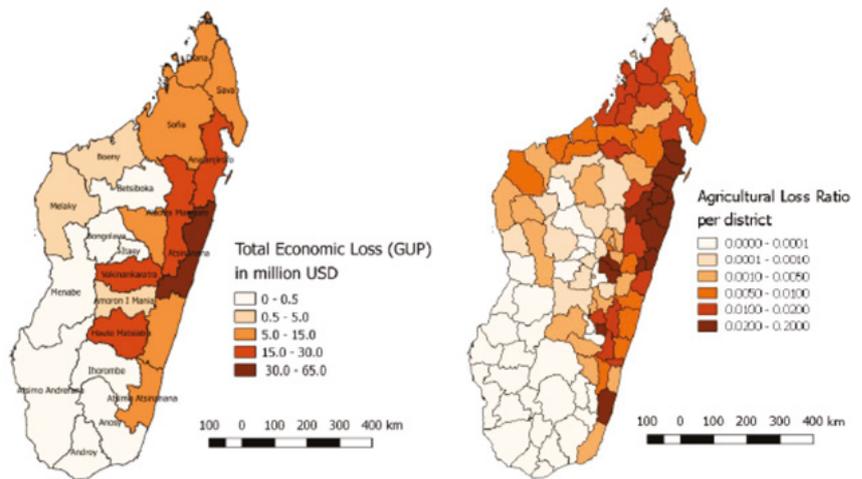
¹⁴ <https://www.geosafe.com/>

Évaluation rapide des dommages post-catastrophe à Madagascar

Une évaluation rapide des dommages post-catastrophe a été réalisée après le passage du cyclone tropical Ava qui s’est abattu sur Madagascar le 5 janvier 2018, faisant plus de 50 victimes. À l’aide d’une approche adaptée de modélisation de la probabilité des risques, l’évaluation a simulé les impacts du cyclone causés par les vents violents et les inondations, et a produit des estimations des dommages économiques pour divers secteurs clés. Les pertes provenant du cyclone tropical Ava ont été estimées à un total de 195 millions de dollars, soit environ 2 pourcent du produit intérieur brut annuel. Le modèle a fait apparaître que le montant des pertes causées par les dommages directs infligés aux bâtiments résidentiels est estimé à 76 millions de dollars et ceux infligés aux infrastructures à 47 millions de dollars. Les pertes dues aux inondations représentaient près de 75 pourcent du total, les pertes liées au vent ayant causé les 25 pourcents restants. Les dommages agricoles, principalement dans les rizières, ont été estimés à 50 millions de dollars. Les résultats ont été présentés au gouvernement et ont servi de base à une discussion sur les besoins de financement (voir la section 4.2 ci-dessous).

À gauche : Total des pertes économiques par région (en millions de dollars) ;

à droite : Taux de perte agricole par district comme ratio du total de la récolte annuelle



Utilisation de données pour un ciblage plus efficace des systèmes de protection sociale évolutifs

Une nouvelle approche méthodologique a été élaborée dans le cadre de l’Initiative ADRF, en vue de cibler plus efficacement des programmes de protection sociale évolutifs et de mieux prédire la probabilité que des ménages tombent dans la pauvreté suite à leur exposition à un choc. En combinant des groupes de ménages représentatifs sur le plan national à des données géospatiales climatiques, il est possible d’évaluer la dynamique de la pauvreté par rapport à l’exposition à des chocs climatiques.

L’objectif visé est de relever un ensemble de caractéristiques observables des ménages qui peuvent être utiles d’une part pour identifier (ou cibler) les ménages susceptibles de tomber en dessous du seuil de pauvreté en cas de catastrophe naturelle, et d’autre part pour appuyer la conception de programmes d’interventions post-catastrophe plus ciblés et efficaces. Jusqu’à présent, cette méthodologie a produit des ensembles de données combinant des données sur les ménages à des données climatiques en **Éthiopie, au Niger, au Nigeria, en Ouganda** et en **Tanzanie**, en mettant l’accent sur la vulnérabilité à l’exposition à la sécheresse. Dans le cadre de cette activité, les données climatiques de pluviométrie ont été extraites de l’indice des précipitations standard et des données climatiques du Delaware, qui ont ensuite été fusionnées aux données géolocalisées sur les ménages. L’Initiative ADRF continuera d’appliquer une approche cohérente qui relève et mesure efficacement l’impact de la sécheresse sur les dépenses des ménages et qui puisse produire des résultats comparables entre les pays. Les résultats et les méthodes de ce travail seront résumés dans un rapport final. Les constats permettront de mieux accompagner les gouvernements dans la conception de mécanismes de ciblage afin de prendre en charge les populations les plus susceptibles de souffrir de conséquences à long terme après avoir été victimes de sécheresse.

Pleins phares : Applications des profils de risques de catastrophes



Emplacement des établissements scolaires au Mozambique

L'Initiative ADRF a réalisé des profils de risques de catastrophes pour neuf pays (**Cap-Vert, Éthiopie, Kenya, Malawi, Mozambique, Mali, Niger, Ouganda et Sénégal**). Plusieurs applications sont en cours d'élaboration à partir de ces profils, afin de traduire les informations et les données techniques en des mesures concrètes au niveau des pays.

Par exemple, au **Mozambique**, les données sur les risques d'inondations, de cyclones et de tremblements de terre ont été utilisées pour réaliser une évaluation des risques multi-aléas de l'infrastructure scolaire. Cette évaluation étudie l'impact financier des catastrophes sur les bâtiments scolaires et fournit des recommandations quant aux besoins d'investissements nécessaires pour moderniser les écoles existantes et pour la construction de nouvelles, plus résilientes. Les résultats de l'évaluation ont été présentés lors d'une réunion avec le ministère de l'Éducation en mars 2018, et informeront la suite du dialogue sur la sécurité dans les écoles au Mozambique. L'Initiative ADRF continuera d'appuyer un travail d'évaluation des risques plus approfondi à la demande des pays, les gouvernements de **Madagascar, d'Ouganda** et des **Seychelles** ayant déjà formulé des demandes initiales de soutien à des activités opérationnelles.

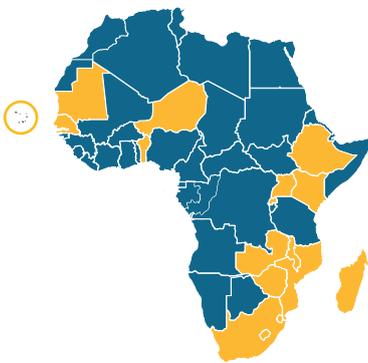
Des activités sont également en cours afin d'étudier la possibilité d'adopter des approches de modélisation simplifiées au niveau des villes, en se servant des résultats des profils de risques nationaux déjà réalisés. Le premier projet pilote d'un profil de risques au niveau d'une ville a été lancé pour Beira, **au Mozambique**, afin d'évaluer les risques et l'efficacité des interventions de gestion des risques de catastrophes. D'autres villes d'Afrique subsaharienne sont envisagées pour ce travail.

Un autre exemple d'application découlant des profils de risques nationaux est l'établissement de profils de risques de pauvreté, qui sont en cours d'élaboration pour **l'Éthiopie** et le **Malawi**. Cet exercice utilise un modèle multi-pays qui mesure les niveaux de résilience socioéconomique reposant sur l'approche élaborée dans le rapport intitulé « Unbreakable » (<https://goo.gl/CkUrVS>). Le modèle prend en compte l'impact de la sécheresse, qui est particulièrement pertinent pour établir l'exposition aux risques en Afrique. L'application de l'approche dans plusieurs pays dotés de suffisamment de données disponibles permettra d'élaborer une méthodologie qu'il sera possible de transposer à plus grande échelle au niveau régional. Celle-ci aura pour but de déterminer l'exposition et la vulnérabilité des biens et du bien-être des populations vulnérables aux catastrophes naturelles. Elle sera mise à l'épreuve lors d'un essai pilote au **Mozambique**.

4.2 Soutien aux pays dans l'élaboration de stratégies de financement des risques

Le principal objectif du programme vise à soutenir les pays dans l'élaboration d'outils de prise de décisions financières et des stratégies nationales de financement des risques intégrées, en vue de renforcer leurs capacités d'interventions post-catastrophe, allant de la démarche de mobilisation des ressources ex-ante à l'exécution de ressources post-catastrophe. Pour cela, il s'agit d'adopter une approche en trois phases telle que décrite ci-dessous :

- Phase 1** Identification des besoins et des priorités du pays.
- Phase 2** Inscription de ces priorités dans des stratégies d'action en réunissant les éléments des stratégies de FRC.¹⁵
- Phase 3** Conception et mise en œuvre des politiques, instruments et stratégies de financement des risques.



Entre le 1^{er} juillet 2017 et le 30 juin 2018, les activités de l'Initiative ADRF se sont axées sur les trois phases. Des activités ont été entreprises dans 18 pays : **l'Afrique du Sud, le Bénin, le Cap-Vert, Eswatini, l'Éthiopie, le Kenya, le Lesotho, Madagascar, le Malawi, la Mauritanie, le Mozambique, le Niger, l'Ouganda, le Rwanda, le Sénégal, les Seychelles, la Zambie et le Zimbabwe.**

En fonction des demandes émanant des pays, les activités ont porté sur les domaines suivants :

- Développement et mise en œuvre de fonds de contingence et/ou de prêts et subventions conditionnels ;
- Examen et mise à l'essai de solutions d'assurance au niveau national ;
- Élaboration d'approches de gestion des risques financiers pour favoriser l'établissement de systèmes de sécurité sociale évolutifs en cas de crises ;
- Élaboration d'approches de gestion des risques financiers pour favoriser l'établissement de marchés d'assurance agricole ;
- Assistance à la cartographie des mécanismes et des coûts d'intervention existants (parmi les acteurs gouvernementaux, humanitaires et de développement) ;
- Conception de stratégies ou d'instruments de financement des risques de catastrophes sous l'égide du ministère des Finances.

La demande émanant de pays d'Afrique subsaharienne à l'appui de l'agenda du financement des risques de catastrophes provient d'un éventail de secteurs, variant en fonction des besoins sociaux, politiques, géophysiques et financiers de chaque pays. Face à ce constat, l'Initiative ADRF adopte une approche fondée sur la demande et se focalise sur la compréhension des besoins spécifiques de chaque pays en élaborant des solutions personnalisées. Celle-ci a donné lieu à une série d'activités dans les secteurs de la GRC, de la protection agricole et de la protection sociale.

¹⁵ Cette approche peut inclure les éléments suivants : l'examen des instruments budgétaires et des cadres de dépenses existants ; l'évaluation des outils d'intervention et des sources de financement actuels ; l'étude de la possibilité d'établir des fonds de contingence et d'utiliser des prêts et subventions conditionnels ; l'évaluation de l'utilisation de contrats d'assurance au niveau national ; et le renforcement des mécanismes de distribution, tels qu'au travers des systèmes nationaux de protection sociale pour les virements en espèces, financés par des fonds de contingence ou des solutions assurantielles.

L'Initiative ADRF a engagé avec succès les ministères des Finances dans un dialogue politique sur le FRC, en particulier par le biais de discussions sur les DPL avec Cat-DDO. Cet instrument a fourni les bases à un appui aux ministères des Finances dans la conception et l'élaboration de stratégies de FRC à l'initiative des pays. Jusqu'à présent, le FRC est considéré comme un pilier important des opérations Cat-DDO en cours de préparation en Afrique subsaharienne ; ceci a aussi permis à l'Initiative ADRF de mobiliser des ressources financières supplémentaires auprès de l'Agence internationale de développement (IDA) à l'appui de la thématique de FRC. Le **Kenya** en constitue un exemple concret, en témoigne l'adoption par son gouvernement d'une stratégie nationale de financement des risques de catastrophes en juin 2018, la première en Afrique. Cette stratégie est l'un des domaines de mesures politiques qui ont reçu l'appui d'un Cat-DDO de 200 millions de dollars, également approuvé en juin 2018, marquant ainsi un important jalon pour l'Initiative ADRF (pour plus d'informations, voir plus loin la section Pleins phares). L'élan amorcé lors des engagements entrepris dans les pays de l'IDA n'a fait que croître. Les gouvernements du **Cap-Vert**, de **Madagascar** et du **Malawi** envisagent actuellement des options de financement de contingence avec la Banque mondiale et bénéficient par la même occasion d'un appui technique financé par l'Initiative ADRF. Le gouvernement du **Bénin** a récemment demandé l'appui de la Banque mondiale en vue de la préparation d'un DPL avec Cat-DDO.

Concernant l'agenda de protection sociale, l'Initiative ADRF continue également d'élaborer des approches de gestion des risques financiers favorisant l'établissement de systèmes de sécurité sociale évolutifs face aux crises. En réponse à l'intérêt manifesté par les pays de la région, des engagements de ce type sont en cours d'élaboration en **Éthiopie**, au **Kenya**, au **Lesotho**, au **Malawi**, en **Mauritanie**, au **Niger**, en **Ouganda** et au **Sénégal**. Il est possible que le **Zimbabwe**, le **Bénin** et le **Sierra Leone** leur emboîtent le pas d'ici peu. Jusqu'à présent, l'Initiative ADRF a mobilisé 100 millions de dollars en ressources de l'IDA pour financer des systèmes de sécurité sociale évolutifs face aux crises au **Kenya**, en **Ouganda** et au **Niger**.

Enfin, l'Initiative ADRF a favorisé l'intégration de la planification du FRC dans la gestion des risques agricoles en Afrique subsaharienne par l'appui apporté aux évaluations des risques agricoles réalisées au **Zimbabwe** et au **Lesotho**. La **Namibie** pourrait s'ajouter à la liste des pays recevant un soutien. L'Initiative ADRF a également répondu à des lettres de demande d'assistance technique émanant du ministère des Finances de l'**Ouganda** et de celui du **Rwanda**, à l'appui de l'amélioration de leurs programmes nationaux d'assurance agricole. Enfin, l'Initiative ADRF a fourni un appui au diagnostic du financement agricole en **Zambie**.

Les niveaux actuels en termes de demande, des besoins et des priorités des pays, ainsi que des activités entreprises par pays, sont résumés au Tableau 1 et développés plus loin.



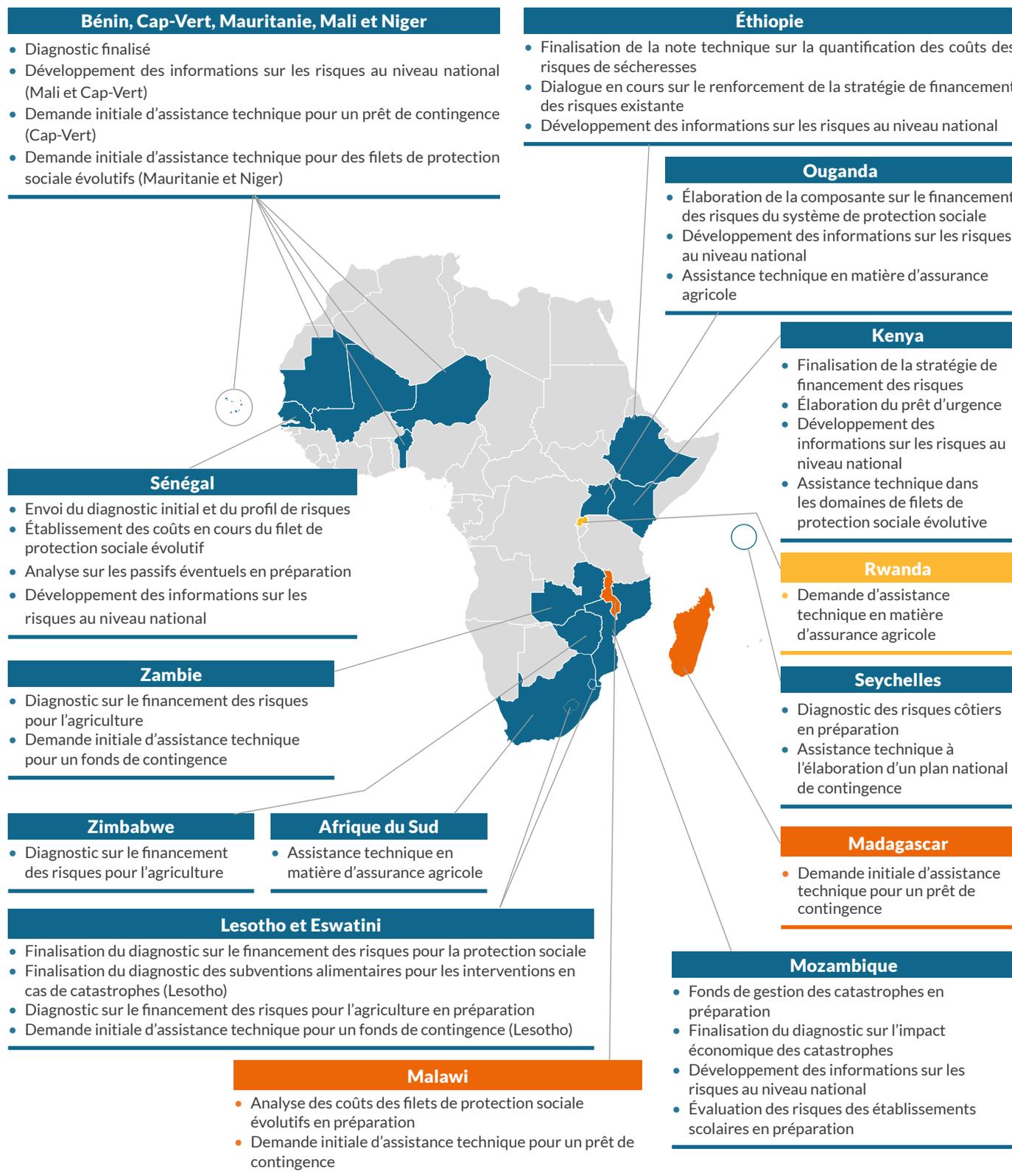
Village de Ganvie, Bénin

Source: iStock

Tableau. Résumé des domaines prioritaires de soutien demandés par les pays

Domaines prioritaires de soutien demandé pour l'élaboration de stratégies et d'instruments de FRC	Bénin	Cap-Vert	Eswatini	Éthiopie	Kenya	Lesotho	Madagascar	Malawi	Mali	Mauritanie	Mozambique	Niger	Rwanda	Sénégal	Seychelles	Afrique du Sud	Ouganda	Zambie	Zimbabwe
Développement de fonds de contingence et/ou de prêts et subventions conditionnels	●	●		●	●	●	●	●			●				●		●	●	
Examen de solutions d'assurance au niveau national					●		●				●								
Approches de gestion des risques financiers pour favoriser l'établissement de systèmes de sécurité sociale réactifs aux crises			●	●	●	●		●	●	●	●	●		●			●		
Approches de gestion des risques financiers pour favoriser l'établissement de marchés d'assurance agricole					●						●		●			●	●	●	●
Assistance à la cartographie des mécanismes et des coûts d'intervention existants (parmi les acteurs gouvernementaux, humanitaires et de développement)		●	●		●	●		●	●	●	●	●		●					●
Élaboration de stratégies ou d'instruments de FRC par le ministère des Finances		●		●	●		●				●								

Carte : Projets à l'étude d'assistance technique pour le financement des risques de catastrophes



- Projets actifs**
- Projets en cours d'élaboration**
- Projets potentiels**

Les activités principales sont résumées ci-dessous pour chaque pays où un engagement a été entrepris.

Afrique du Sud



Assurance agricole :

En 2016, l'Initiative ADRF a appuyé le gouvernement d'Afrique du Sud à la réalisation d'un rapport de diagnostic qui étudiait les coûts budgétaires de trois différents mécanismes pouvant potentiellement bénéficier de soutien public afin de renforcer et d'élargir les programmes commerciaux d'assurance agricole. Dans le prolongement des discussions concernant ce rapport de diagnostic, le gouvernement et l'association Sud-africaine d'assurance¹⁶ travaillent actuellement sur la **mise en œuvre d'une assurance agricole indicielle** pour couvrir les petits agriculteurs. À l'appui de cet effort, et suite à la demande formulée par le gouvernement de l'Afrique du Sud, l'Initiative ADRF finance actuellement un deuxième rapport destiné à quantifier la demande d'une assurance agricole indicielle et à repérer les circuits de distribution qui pourraient éventuellement être utilisés pour distribuer des produits d'assurance agricole indicielle dans les chaînes de valeur agricoles. Ce rapport fournira de précieuses informations aux compagnies d'assurance pour l'élargissement de la filière de l'assurance agricole à des produits d'assurance indicielle, destiné aux agriculteurs à faible revenu.

¹⁶ En anglais : South Africa Insurance Association.



Bénin

**Programme national de FRC :**

Selon les données historiques de catastrophes, le Bénin a souffert de 50 catastrophes naturelles depuis 1970, les inondations, les sécheresses et les épidémies étant les plus récurrentes. Compte tenu de cette forte exposition à un large éventail d'aléas naturels, le gouvernement du Bénin est désireux de développer son programme de FRC. L'Initiative ADRF collabore avec le gouvernement à adapter des solutions spécifiques de FRC, en envisageant notamment la possibilité d'élaborer un Cat-DDO. Il s'agirait là d'un instrument utile de protection financière pour permettre au gouvernement de répondre rapidement aux chocs naturels et qui compléterait aussi les efforts actuels du pays visant à renforcer sa résilience physique aux catastrophes, notamment par le biais du projet de la Banque mondiale en cours de préparation de résilience urbaine et de gestion des eaux pluviales de Cotonou. L'Initiative ADRF continuera de travailler avec le ministère des Finances dans le but de concevoir des solutions de FRC, comprenant l'éventuel établissement d'un Cat-DDO.

Cap-Vert

**Programme national de financement des risques de catastrophes :**

Un **diagnostic sur la protection financière contre les catastrophes du Cap-Vert** a été finalisé et présenté aux interlocuteurs du gouvernement en mars 2018. Le rapport comprend des données sur les impacts humains, économiques et budgétaires des catastrophes passées, un registre des instruments financiers existants pour les interventions en cas de catastrophe, ainsi qu'une description du montage institutionnel pour la mobilisation des ressources en vue des interventions en cas de catastrophe et post-catastrophe. Ce rapport a donné lieu à des discussions sur les options disponibles pour renforcer la préparation financière contre les catastrophes au Cap-Vert.

L'Initiative ADRF a également appuyé la **révision du cadre juridique pour la mise en place d'un fonds de contingence pour les catastrophes** au Cap-Vert. Cette révision a examiné la loi instituant le Fonds spécial pour la stabilisation et le développement (loi FEED), la loi de 2016 sur les fonds autonomes et le cadre juridique élargi pour la gestion des finances publiques et la GRC au Cap-Vert. Sur la base de cet examen, un document est en cours d'élaboration énonçant les options possibles prévoyant soit la mise en application de la loi FEED (promulguée en 1998 mais qui n'a jamais été mise en application), ou l'établissement d'un nouveau fonds de contingence en cas de catastrophe. Ce document faisant état des options appuiera le processus décisionnel du groupe de travail technique récemment créé par le ministère des Finances en vue de travailler à l'établissement d'un fonds de contingence en cas de catastrophe. Ce groupe de travail technique comprend la Trésorerie, le département du Budget et le département du Plan du ministère des Finances. À la suite de la première réunion du groupe de travail technique de début juin 2018, les premiers constats de la révision mentionnée ci-dessus ont été présentés au gouvernement et un plan de travail a été convenu pour l'établissement ou la mise en application d'un fonds de contingence en cas de catastrophe. Pour ce travail, l'équipe ADRF a aussi passé en revue les expériences internationales de recours à des fonds de contingence pour des interventions d'urgence et en cas de catastrophe, afin d'en tirer des leçons éventuellement applicables au contexte du Cap-Vert.

Enfin, l'équipe ADRF travaille avec des interlocuteurs gouvernementaux en vue de **la mise en œuvre d'une assistance technique spécifique à l'appui de l'établissement d'un Cat-DDO**. Cette assistance prévoit une première composante qui renforce la préparation financière aux catastrophes causées par des aléas naturels, et une autre visant à mieux comprendre l'impact qu'auront sur la résilience les réformes politiques recevant un appui. La composante de FRC entraînerait la mise en application du fonds de contingence afin de financer les interventions d'urgence et les efforts de réhabilitation.

Eswatini

**Filets de sécurité sociale évolutifs en cas de crises :**

En mai 2018, l'Initiative ADRF a organisé un atelier d'une journée sur **la sécurité sociale évolutive face aux crises et le FRC** à Mbabane en Eswatini. Au total, 30 participants issus de plusieurs ministères, d'organisations internationales, d'organisations non gouvernementales (ONG), du secteur privé et du milieu universitaire ont participé. L'atelier a débuté par une formation sur les principes fondamentaux du FRC, y compris les avantages de mettre en place des programmes de sécurité sociale évolutifs en cas de crises et les étapes clés du renforcement de la résilience financière nécessaire pour intensifier les efforts dans la réduction de risque de catastrophes.

La deuxième partie de l'atelier a été consacrée à la diffusion des résultats du **rapport** intitulé **Développer le rôle de la protection sociale dans les interventions post-catastrophe et la résilience en Eswatini**¹⁷. Les participants ont validé la plupart des résultats du rapport, tout en relevant également plusieurs domaines nécessitant un complément d'informations. Le rapport a été remis aux participants sous format électronique en leur demandant d'y apporter leurs observations. Lors des discussions, les participants se sont engagés à améliorer la réponse aux catastrophes naturelles, en soulignant l'unanimité qui les unit dans leur motivation d'améliorer le système de sécurité sociale d'Eswatini. Cette ambition se retrouve dans l'actuelle élaboration par le gouvernement d'une politique nationale sur la sécurité sociale. Les participants ont insisté sur la nécessité d'obtenir des informations plus approfondies sur les risques auxquels est confronté Eswatini et sur la vulnérabilité de sa population. Il va maintenant s'agir de procéder à l'analyse des options de financement pour l'intensification des filets de sécurité en Eswatini en réponse aux sécheresses, qui devrait également éclairer les débats politiques en cours.

Éthiopie



Stratégie nationale de FRC :

L'Initiative ADRF fournit un apport technique à une publication intitulée **Étude sur la résilience des basses terres en Éthiopie : Élaborer une approche plus axée sur le développement dans la façon de réagir aux chocs**.¹⁸ Compte tenu de la vulnérabilité persistante et récurrente du pays aux chocs et au sous-développement économique, le rapport fournit au gouvernement plusieurs **options concernant le développement futur des basses terres** qui serait durable à long terme et réduirait la nécessité d'interventions humanitaires récurrentes.

L'Initiative ADRF est en train également d'effectuer une **analyse des coûts financiers** en vue d'élaborer des estimations financières à titre indicatif, pour la distribution d'aide humanitaire dans les basses terres au moyen du programme de filet de sécurité sociale productif¹⁹. Dans le contexte du système national de sécurité sociale, l'Initiative ADRF a appuyé une étude des systèmes d'alerte précoce existants et l'établissement de termes de référence afin d'en faire l'examen complet. Ces efforts permettront au gouvernement d'étudier la possibilité de renforcer l'efficacité de processus plus ciblés et opérationnels, qui constituent des éléments essentiels de son système de FRC existant.

Kenya



Stratégie nationale de FRC :

En juin 2018, le gouvernement du Kenya a approuvé la stratégie nationale de FRC. Dans le cadre de cette stratégie, un **DPL avec Cat-DDO** de 200 millions de dollars a été approuvé (pour plus d'informations, voir la section Pleins phares de cette section).

Filets de sécurité sociale évolutifs en cas de crises

(cofinancé par l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (SIDA)) :

L'Initiative ADRF **appuie la conception du Projet d'inclusion sociale et économique du Kenya (KSEIP)**²⁰, un prêt de l'IDA de 250 millions de dollars avec environ 94 millions de dollars de subvention financée par le Département britannique pour le développement international (DFID). Le projet vise à renforcer les systèmes existants de sécurité sociale, à améliorer leur adaptabilité aux chocs, et à parvenir à l'autosuffisance des populations les plus pauvres et les plus vulnérables en favorisant l'accès à des services d'inclusion sociale et économique. Le projet a trois composantes ; l'Initiative ADRF appuie surtout celle qui développe et institutionnalise un plan de financement pour le mécanisme évolutif du Programme de filet de sécurité contre la faim (HSNP)²¹ qui intervient en cas de sécheresse.

¹⁷ Le rapport en anglais est intitulé "Building the role of social protection in disaster response and resilience in Eswatini". Ce rapport a aussi été cofinancé par d'autres sources financières de la GFDRR.

¹⁸ Le rapport en anglais est intitulé "A Study on Lowland Resilience in Ethiopia-Building a more Developmental Approach to Responding to Shocks".

¹⁹ En anglais : Productive Safety Net Program.

²⁰ En anglais : Kenya Social and Economic Inclusion Project.

²¹ En anglais : Hunger Safety Net Program.

Cette composante s'aligne entièrement sur la stratégie nationale de FRC dont les principales activités sont les suivantes : (i) l'évaluation de la capacité institutionnelle des deux organismes d'exécution; (ii) l'analyse économique du projet KSEIP pour justifier l'investissement et en analyser les avantages économiques ; (iii) l'appui à l'élaboration d'un cadre robuste de suivi et d'évaluation ; et (iv) l'élaboration d'une note d'orientation qui compare les coûts budgétaires des deux différents plans de financement pour répondre aux coûts d'évolutivité du projet HSNP, l'un au moyen d'un simple fonds de contingence et l'autre avec un fonds de contingence accompagné d'assurance. Globalement, l'option d'assurance était économiquement plus efficace car elle débloque un financement supplémentaire de 20 millions de dollars pour le projet, destiné à être programmé dans d'autres composantes du projet en payant le coût de grandes sécheresses. Le Projet d'inclusion sociale et économique du Kenya est en préparation, une décision provisoire d'approbation étant prévue en novembre 2018.

Assurance agricole

(cofinancé par l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID)) :

L'équipe ADRF a assisté le 17 avril 2018 à Mombasa au Kenya à un atelier organisé par l'Agence allemande de développement (GIZ) et la compagnie de réassurance Swiss Re dans le cadre du **Programme d'assurance du bétail au Kenya (KLIP)**²². Cet atelier visait à (i) faire le point sur la mise en œuvre du programme KLIP ; (ii) informer les parlementaires kenyans sur le programme KLIP ; et (iii) parvenir à un accord sur les actions à prendre, en vue de renforcer la viabilité du programme et d'accroître la participation du secteur privé. Les participants de l'atelier comptaient parmi eux de hauts dirigeants du gouvernement du Kenya, dont M. Mwangi Kiunjuri, secrétaire du Cabinet de l'Agriculture, et 38 députés. Le secrétaire a confirmé l'engagement du gouvernement au programme KLIP, compte tenu de son importance dans l'appui au programme de sécurité alimentaire du Kenya. L'équipe ADRF a fourni des contributions techniques en présentant un exposé sur les rôles du programme KLIP dans le cadre de la stratégie nationale de FRC et en animant une discussion sur le rôle du secteur privé. Pour plus d'informations sur l'atelier : <https://goo.gl/nbnnWE>

Lesotho



Programme national de financement des risques de catastrophes :

L'Initiative ADRF a rédigé le **Rapport de diagnostic sur les catastrophes au Lesotho**, en consultation avec le gouvernement du Lesotho, couvrant : (i) les profils de risques de catastrophes ; (ii) un examen des politiques liées à la GRC, y compris les stratégies, la loi et le plan d'action ; et (iii) l'indication des besoins en matière de renforcement des capacités, qui peuvent être appuyés par l'Initiative ADRF.

En vue de renforcer le cadre global de GRC et de résilience au changement climatique au Lesotho, l'équipe ADRF et le gouvernement du Lesotho travaillent ensemble pour étudier les instruments de FRC qui seraient adaptés au contexte du pays, comme les fonds de contingence, dont l'instrument Cat-DDO. Dans ce contexte, le ministère des Finances a exprimé son intérêt de recevoir **une assistance technique pour mieux gérer son fonds de contingence et accroître la protection financière contre les catastrophes**, dont les obligations conditionnelles préoccupent le gouvernement. L'autorité de gestion des catastrophes (DMA) a également demandé une assistance technique pour accroître l'efficacité des interventions nationales en cas de catastrophe. L'équipe ADRF travaillera de concert avec le ministère des Finances pour renforcer les règles de gestion du fonds de contingence et du fonds de gestion des catastrophes opérés par la DMA.

Assurance agricole :

L'Initiative ADRF, en partenariat avec la direction pour l'agriculture de la Banque mondiale est en train de mener une **évaluation des risques agricoles**, en s'intéressant aux risques liés au climat et aux pertes économiques qu'ils engendrent, ainsi qu'aux mécanismes utilisés par les agriculteurs et les gouvernements dans leurs interventions en cas de catastrophes naturelles. Le rapport qui en découlera permettra d'analyser la possibilité d'introduire des solutions de transfert de risques tels que l'assurance agricole. Le rapport devrait être terminé d'ici fin 2018, et les résultats seront validés avec les parties prenantes nationales.

²² En anglais : Kenya Livestock Insurance Program.

Filets de sécurité sociale évolutifs en cas de crises :

A la suite de la sécheresse de 2016 au Lesotho, l'Initiative ADRF a appuyé le travail sur **le renforcement de systèmes de sécurité sociale évolutif en case de crises**. À Maseru, en janvier 2018, l'équipe ADRF a présenté le rapport intitulé **Renforcement du rôle de la sécurité sociale en matière de résilience et d'interventions post-catastrophes au Lesotho**²³, cofinancé par l'Initiative ADRF et une subvention d'intervention sociale rapide de la GFDRR. Les résultats du rapport ont été présentés lors d'un atelier sur les systèmes de sécurité sociale évolutifs en cas de crises, organisé par le Programme alimentaire mondial (PAM), la DMA, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le ministère du Développement social, l'Oxford Policy Management et la Banque mondiale. Ce dialogue a permis de réunir près de 70 parties prenantes nationales et internationales issues du gouvernement, des partenaires de développement et du secteur privé et travaillant dans le domaine de la GRC et de la sécurité sociale.

Les échanges et les discussions qui ont eu lieu au cours de l'atelier ont fait ressortir un vaste engagement pour améliorer la réponse aux catastrophes naturelles, tant de la part des différents ministères au Lesotho, que de celle des partenaires humanitaires et de développement. Il s'y est manifesté également un large consensus sur le rôle clé que peut jouer la sécurité sociale évolutive en cas de crises pour atteindre les populations les plus vulnérables.

Dans le cadre de l'atelier, l'équipe ADRF a également animé une formation sur les principes fondamentaux du FRC et son application à des filets de sécurité sociale évolutifs en cas de crises, à laquelle ont assisté 41 participants. Cette formation a souligné les coûts potentiels des retards d'intervention en cas de catastrophes dus à un manque de financement rapide (comme la volatilité accrue du budget) ou à des stratégies d'adaptation négatives (et leurs répercussions sociales néfastes sur les pauvres). La formation a également étudié les avantages de créer des filets de sécurité sociale évolutifs en cas de crises, et a relevé les mesures à prendre pour renforcer la résilience financière et transposer à plus grande échelle les filets de sécurité sociale en cas de crise.

Madagascar



Programme national de financement des risques de catastrophes :

Le cyclone Ava a frappé Madagascar en janvier 2018, faisant plus de 50 victimes et entraînant des pertes estimées à près de 200 millions de dollars. À la suite de la catastrophe, l'Initiative ADRF a aidé à réaliser une **évaluation rapide des dommages** qui simulait les impacts du vent et des inondations du cyclone et qui a fourni des estimations des dommages économiques pour divers secteurs clés (voir la section 4.1). Les résultats ont été présentés au gouvernement et ont formé la base d'une discussion sur les besoins de financement.

Le gouvernement a adressé une **demande officielle à la Banque mondiale pour un Cat-DDO de 50 millions de dollars afin d'aider à gérer l'impact financier des catastrophes**. L'équipe ADRF travaille en étroite collaboration avec le gouvernement et l'Agence française de développement (AFD) en vue de la préparation de cette opération. L'équipe a aussi l'intention de continuer à développer les stratégies de financement des risques à Madagascar.

Malawi



Programme national de financement des risques de catastrophes :

L'Initiative ADRF travaille avec le gouvernement du Malawi pour la **préparation d'un DPL avec Cat-DDO**, suite à une demande officielle adressée à la Banque mondiale par le gouvernement en janvier 2018. Ceci a notamment consisté à discuter des actions préalables à prendre pour, d'une part, appuyer le renforcement des capacités institutionnelles, techniques et financières du pays afin de gérer l'impact des aléas naturels, et d'autre part, améliorer la résilience financière du pays. Un programme de réforme politique de trois ans est en cours de conception en vue de renforcer la capacité technique et institutionnelle du gouvernement à gérer les risques climatiques et les risques de catastrophes, tout en faisant en sorte d'assurer l'obtention de liquidités immédiates pour les interventions post-catastrophe par le biais du Cat-DDO. Le programme comprend l'approbation par le cabinet d'un projet de loi sur la GRC, qui créera un environnement favorable pour des mesures complètes de GRC.

²³ Le rapport en anglais est intitulé "Building the role of social protection in disaster response and resilience in Lesotho".

Le gouvernement a également demandé **une assistance pour renforcer la préparation financière en cas de catastrophes**. Un diagnostic est en train d'être élaboré pour évaluer les instruments et les besoins de financement des risques existants du pays ; une fois terminé, il sera suivi par la préparation d'une stratégie de FRC. Un groupe de travail technique sur le FRC a été créé au sein du ministère des Finances, réunissant des représentants des départements de l'endettement et de l'aide, des affaires économiques et du budget.

Filets de sécurité sociale évolutifs en cas de crises :

L'assistance technique liée au Cat-DDO appuie également le gouvernement à établir un mécanisme destiné à transposer à plus grande échelle les programmes de sécurité sociale afin d'intervenir de manière adéquate et en temps utile en cas de catastrophes et d'autres crises. Au cours de l'année à venir, l'équipe travaillera avec le gouvernement à finaliser les réformes politiques soutenues par le programme et à concevoir des indicateurs de résultats robustes pour assurer le suivi de leur impact.

En collaboration avec la direction de la protection sociale de la Banque mondiale et l'UNICEF, l'Initiative ADRF appuiera le gouvernement du Malawi à **l'élaboration d'un système de sécurité sociale évolutif en cas de crises**. Pour informer les discussions, l'UNICEF travaille actuellement sur un rapport intitulé *L'état de la gestion des risques de catastrophes et la protection sociale évolutive au Malawi*, qui consolide les résultats d'activités spécifiques de GRC et de sécurité sociale, notamment celles entreprises dans le cadre de l'Initiative ADRF. Par ailleurs, dès que les données seront disponibles, l'équipe a accepté de rédiger une note d'orientation s'accompagnant d'une évaluation à titre indicatif des coûts d'un mécanisme d'évolutivité pour la sécheresse. Au cours des prochains mois, l'équipe assurera aussi des formations au Malawi sur les principes fondamentaux du FRC et sur les piliers pour des filets de sécurité sociale évolutifs en cas de crises, en s'appuyant sur les enseignements tirés de la région (Kenya, Ouganda et Éthiopie).

Mauritanie



Filets de sécurité sociale évolutifs en cas de crises :

L'Initiative ADRF a débuté une assistance technique en mai 2017 en Mauritanie sur des **solutions de financement des risques rattachées au programme national de filet de sécurité sociale**. L'engagement a porté notamment sur l'élaboration d'un diagnostic des mécanismes de financement utilisés pour des filets de sécurité sociale évolutifs en cas de crises. Ce diagnostic fournit, entre autres, des informations sur les impacts des événements passés et les interventions associées de la part du gouvernement. Ce diagnostic du FRC pour la Mauritanie a été finalisé en janvier 2018, et a été présenté aux principaux interlocuteurs au sein du ministère de l'Économie et des Finances et du Commissariat à la sécurité alimentaire en mars 2018. Les observations reçues de la Direction générale des réformes et du suivi et de l'évaluation au sein du ministère des Finances ont été prises en compte dans la version finale du diagnostic. Le diagnostic du FRC a été traduit en anglais et sa version finale fera l'objet d'un examen interne.

Afin d'approfondir l'analyse entreprise dans le diagnostic, l'équipe ADRF a commencé à étudier la vulnérabilité des ménages en termes de sécurité alimentaire par rapport aux conditions de sécheresse, en utilisant les données de l'Enquête de suivi de la sécurité alimentaire. Les résultats finaux seront utilisés pour élaborer un profil de risques sur l'insécurité alimentaire au niveau national et au niveau des départements. Celui-ci permettra, entre autres, de fournir une évaluation probabiliste des coûts d'intervention associés à l'insécurité alimentaire. Cette analyse appuiera aussi les efforts en cours visant à améliorer les informations utilisées dans le système d'alerte précoce de l'Observatoire de la sécurité alimentaire, en permettant de mieux comprendre en termes quantitatifs le lien qui existe entre les signaux climatiques et l'insécurité alimentaire des ménages.

Programme national de financement des risques de catastrophes :

Le gouvernement a exprimé son intérêt pour la création d'un **compte d'affectation réservé à un fonds de GRC**, afin d'appuyer le financement de mesures de prévention des risques de catastrophes et des interventions d'urgence. En outre, des interlocuteurs du gouvernement de la Mauritanie ont également manifesté leur intérêt à poursuivre le travail avec l'équipe ADRF en vue d'élaborer une stratégie de financement des risques pour la sécurité alimentaire et la nutrition, dans le contexte des sécheresses récurrentes en Mauritanie. L'équipe ADRF assure la coordination avec le PAM et la BAD pour harmoniser les efforts sur les différentes initiatives en cours d'élaboration et mises en œuvre en Mauritanie.

Mozambique

Programme national de financement des risques de catastrophes :

Du 4 au 6 décembre 2017, l'Initiative ADRF et le gouvernement du Mozambique ont coorganisé un événement phare intitulé **Dialogue sur la résilience financière aux catastrophes naturelles au Mozambique**. L'événement a réuni 105 participants nationaux et internationaux issus du gouvernement, de partenaires du développement, du milieu universitaire et du secteur privé, travaillant dans le domaine du FRC. Il visait à mettre en valeur l'engagement du gouvernement du Mozambique à prendre en compte à tous les niveaux les risques de catastrophes et climatiques dans le cadre de développement du pays. Lors de l'événement, la version finale du **diagnostic sur l'état actuel du FRC** au Mozambique a été présentée, comprenant une évaluation de l'impact économique et budgétaire des catastrophes passées.

Il a également donné lieu à des discussions portant spécifiquement sur le **fonds de GRC du Mozambique**, qui a été approuvé par le Conseil des ministres en juillet 2017 et recevra une affectation annuelle de 0,1 pourcent du budget national. Des participants du Mexique (de FONDEN, le fonds du Mexique pour les catastrophes naturelles) et du Kenya (Fonds national d'urgence en cas de sécheresse du Kenya) ont fait part des méthodes les plus performantes et des leçons tirées à la suite de l'établissement de fonds de GRC. L'équipe ADRF et le gouvernement du Mozambique ont discuté du travail accompli au cours des deux dernières années en vue d'établir le Fonds de GRC ainsi que la marche à suivre afin de créer le cadre juridique et réglementaire nécessaire à sa mise en œuvre.

Lors de l'événement, 18 responsables du ministère de l'Économie et des Finances et de l'Institut national de gestion des catastrophes du Mozambique ont suivi une **formation aux principes fondamentaux de FRC**. Cette formation était focalisée sur la finalité et le rôle du FRC, ses principes fondamentaux, les étapes clés du renforcement de la résilience financière et son application dans le contexte du Mozambique.

Suite au dialogue sur la résilience financière de décembre 2017, le gouvernement du Mozambique a adressé en février 2018 une demande officielle d'appui financier et technique à son programme de GRC et de résilience. En réponse, la Banque mondiale a entrepris la préparation d'un **Programme pour Résultats de 80 millions de dollars**²⁴ qui vise à (i) mettre en application et exploiter le fonds de gestion des catastrophes ; (ii) financer les instruments de transfert des risques ; (iii) accroître la préparation aux catastrophes et la capacité d'intervention ; et (iv) renforcer la résilience des infrastructures essentielles.²⁵ L'examen du concept du programme a eu lieu en juin 2018 et sa préparation a démarré.

L'Initiative ADRF a également appuyé le gouvernement du Mozambique dans **l'élaboration de règlements pour son fonds de gestion des catastrophes**, récemment créé. Une expertise technique a été mobilisée pour venir en appui d'une équipe de consultants nationaux, ce qui a permis de soumettre une première ébauche du règlement pour examen par le gouvernement. En s'appuyant à la fois sur l'expertise internationale et celle présente dans le pays, l'équipe a produit des rapports sur (i) les pratiques internationales relatives à des fonds de contingence en cas de catastrophes ; (ii) le cadre juridique mozambicain pertinent pour le règlement du fonds de gestion des catastrophes ; et (iii) des options sur la gestion financière de ce fonds. Sur la base de ces contributions techniques, l'équipe a fourni un appui étroit au groupe de travail technique, chargeant des représentants du ministère de l'Économie et des Finances et de l'INGC d'élaborer le règlement du fonds de gestion des catastrophes. La première ébauche complète du règlement devrait être distribuée pour des consultations officielles au cours de l'année à venir.

Enfin, l'Initiative ADRF a aussi soutenu **une évaluation des risques de l'infrastructure scolaire** à l'échelle nationale au Mozambique. Deux ateliers ont été organisés les 4 et 5 mars 2018, le premier avec le ministre de l'Éducation et le personnel concerné du ministère, et le deuxième avec les ministères de tutelle et les partenaires de développement, en vue de présenter les résultats de l'évaluation des risques et de discuter de la question de la sécurité des infrastructures scolaires. L'analyse vise à déclencher des investissements supplémentaires pour la sécurité des infrastructures scolaires, vu que l'agenda pour des écoles plus sûres et le financement des risques fait partie intégrante du nouveau projet de financement fondé sur les résultats de GRC de la Banque mondiale qui est en cours de préparation.

²⁴ <http://www.worldbank.org/en/programs/program-for-results-financing>

²⁵ Cette activité a fait l'objet d'une demande de cofinancement au titre de l'Initiative InsuResilience. Le Partenariat mondial InsuResilience pour le Financement et les solutions d'assurance du risque climatique et des catastrophes a été lancé à la Conférence des Nations Unies sur le climat de 2017 à Bonn. Il vise à renforcer la résilience des pays en développement et à protéger la vie et les moyens de subsistance des populations pauvres et vulnérables contre les effets des catastrophes. <https://www.insuresilience.org/>

Niger



Filets de sécurité sociale évolutifs en cas de crises :

L'Initiative ADRF est en train de fournir une **assistance technique pour appuyer l'élaboration d'une composante de FRC** pour la deuxième phase du projet de l'IDA de filets de sécurité sociale évolutifs en cas de crises de 80 millions de dollars, qui est en cours de préparation. Ce projet s'appuie sur l'expérience acquise par l'équipe ADRF à des mécanismes similaires en Ouganda et au Kenya, témoignant de la rapidité avec laquelle les premières leçons d'engagements de l'Initiative ADRF peuvent être partagées et répliquées dans d'autres pays. Le principal outil préparé à l'appui de cette opération est le Système d'informations sur les risques du Niger²⁶ pour les prévisions des impacts d'inondations. Celui-ci a consisté à analyser les enquêtes auprès des ménages, à mettre à jour le modèle altimétrique numérique et à rattacher les prévisions pluviométriques à des estimations de pluviométrie quasiment en temps réel. Cette assistance technique a compris une analyse des coûts pour mieux comprendre les conséquences financières de la transposition à plus grande échelle en cas de crise de l'actuel filet de sécurité alimentaire. La décision d'approbation provisoire pour la deuxième phase du Projet de filets de sécurité sociale évolutifs du Niger aura lieu au début de 2019.

Programme national de financement des risques de catastrophes :

Face à la vulnérabilité du Niger à des risques de catastrophes comme les inondations et la sécheresse, un **manuel d'utilisation pour un Mécanisme de réponse immédiate (MRI) a été préparé** avec l'appui de l'Initiative ADRF, dans le cadre du projet de GRC et de développement urbain du Niger. Suite aux inondations de 2016, le MRI a été déclenché ce qui a entraîné le décaissement rapide de plus de 13 millions de dollars en réponse aux besoins de reprise économique dans les régions touchées.

²⁶ <http://risques-niger.org>



Carrière en zone rurale, Rwanda

Source: iStock

Ouganda

**Filets de sécurité sociale évolutifs en cas de crises**

(cofinancé par SIDA) :

L'Initiative ADRF poursuit son appui au gouvernement de l'Ouganda à **l'élaboration d'un mécanisme de financement des risques de catastrophes qui fera partie de la Phase 3 du projet de fonds d'action sociale pour le nord de l'Ouganda financé par l'IDA (NUSAF3)**²⁷. NUSAF3 a notamment pour objectif de rendre le système actuel de sécurité sociale ougandais évolutif en cas de crises. L'assistance technique de l'équipe ADRF a commencé en 2016-2017 par un projet pilote dans la sous-région du Karamoja. Au cours de la première année de mise en œuvre du projet, le dispositif de transposition à plus grande échelle a déclenché un financement additionnel de 4 millions de dollars en vue de prendre en charge 33 422 ménages (soit près de 20 pourcent de la population) touchée par la sécheresse dans cette région.

Le gouvernement de l'Ouganda a finalisé une évaluation initiale de l'impact de la première mise en œuvre du projet NUSAF, dont les résultats sont globalement positifs. L'évaluation a permis de constater tout d'abord que les ménages touchés par la sécheresse ayant reçu une aide d'urgence au titre du projet NUSAF ont plus investi dans des actifs productifs, leur consommation a augmenté, ils ont été moins enclins à vendre du bétail et bien moins susceptibles de recourir à de l'aide alimentaire comme stratégie d'adaptation en cas de crise. Deuxièmement, l'évaluation a constaté que le gouvernement de l'Ouganda avait économisé 2,6 millions de dollars par rapport à d'autres crises, la mise à l'échelle du projet NUSAF ayant eu pour effet de réduire la quantité d'aide alimentaire envoyée dans la région de Karamoja. On s'attend à ce qu'environ 20 000 ménages (100 000 personnes) recevront une aide d'urgence dans le cadre du projet NUSAF au cours de l'année à venir, en raison de la faiblesse des précipitations dans la région de Karamoja. En mars 2018, l'équipe ADRF a examiné les progrès réalisés à la suite de la transposition à plus grande échelle du projet NUSAF de cette année.

En plus de renforcer la réactivité aux crises du système de sécurité sociale en Ouganda, l'Initiative ADRF appuie le gouvernement de l'Ouganda dans ses efforts visant à mieux **gérer les impacts financiers de la crise du déplacement** qui sévit actuellement avec l'arrivée de réfugiés du Sud Soudan et du Congo. L'Initiative ADRF appuie les discussions politiques envisageant un éventuel financement additionnel pour le projet d'Intervention au plan du développement contre les effets du déplacement de la Banque mondiale. Ce financement additionnel pourrait comprendre un mécanisme de réponse à la crise de déplacement, qui permettrait au gouvernement de l'Ouganda de mieux faire face financièrement à l'arrivée de réfugiés, en ayant en place un fonds de contingence préfinancé et rapidement mobilisable. L'équipe ADRF évaluera les principaux facteurs de vulnérabilité pour les réfugiés et les communautés d'accueil en Ouganda.

Rwanda

**Assurance agricole**

(cofinancé par USAID) :

Suite au lancement récent du régime national d'assurance agricole comprenant un budget de 500 000 dollars, le ministère des Finances du Rwanda a adressé une demande officielle de tirer parti de l'expérience de la Banque mondiale dans la **mise en œuvre de programmes d'assurance agricole**. L'équipe ADRF a présenté l'expérience de ses pays voisins, le Kenya et l'Ouganda, ainsi que les enseignements tirés lors de l'appui apporté au gouvernement de l'Inde pour la mise en œuvre d'un régime d'assurance agricole qui compte actuellement près de 35 millions d'agriculteurs assurés. Ce travail donnera lieu à l'élaboration d'une note d'orientation et d'un rapport technique, qui présenteront les options possibles à envisager par le gouvernement pour l'établissement d'un programme d'assurance agricole de grande envergure. Les documents porteront sur les rôles du secteur public et du secteur privé et couvriront des domaines clés, dont les données, la diffusion de l'information, la capacité de réassurance, les capacités techniques dans les secteurs public et privé et un environnement réglementaire porteur.

²⁷ En anglais : Northern Uganda Social Action Fund Phase 3 project.

Sénégal



Programme national de financement des risques de catastrophes :

L'Initiative ADRF entreprend actuellement une **analyse destinée à éclairer le projet de la Banque mondiale de passifs contingents au Sénégal**, en isolant, analysant et quantifiant les passifs directement contingents à des catastrophes. Les principaux objectifs de ce travail sont (i) d'analyser le cadre juridique et institutionnel pour la définition de passifs contingents associées aux catastrophes au Sénégal ; et (ii) de quantifier les pertes subies en cas de catastrophes en utilisant les informations historiques et le profil des risques probabiliste produit dans le cadre de l'Initiative ADRF (voir la section 4.1). Cette analyse s'appuie sur les résultats et les constats du Diagnostic du financement des interventions en cas de catastrophes du Sénégal, finalisé en mars 2016 et présenté au gouvernement en juin 2017. Le rapport de l'analyse sera finalisé d'ici août 2018, pour être ensuite présenté au gouvernement.

Filets de sécurité sociale évolutifs en cas de crises

(cofinancé par SIDA) :

Une **analyse de la capacité institutionnelle du Sénégal à collecter, suivre et utiliser les données d'alerte précoce** est également en cours, dont l'objectif final est d'élaborer des éléments déclencheurs d'intervention. L'Initiative ADRF travaille en collaboration avec direction de la protection sociale de la Banque mondiale à la rédaction d'une note d'orientation résumant les conclusions de cet examen et à une analyse des coûts réalisée au cours de l'année écoulée. Une fois les notes terminées, l'équipe ADRF envisage de présenter leurs principales conclusions au gouvernement avant la fin 2018. L'Initiative ADRF est aussi en train d'élaborer un plan de financement pour un filet de sécurité sociale évolutifs en cas de crises, qui comprendra un examen des instruments de financement possibles à l'appui de la transposition à plus grande échelle du filet de sécurité en cas de catastrophe.



Lac Bunyoyi, Ouganda

Source: iStock

Seychelles



Programme national de financement des risques de catastrophes :

En collaboration avec les ministères de tutelle et les districts, l'Initiative ADRF appuie la mise au point d'un **mécanisme national de planification et de coordination de contingence** aux Seychelles. Ce travail consiste à évaluer la capacité d'intervention actuelle et à préparer le plan national de contingence. La définition des responsabilités opérationnelles avec toutes les parties prenantes concernées est en cours.

Dans le cadre des discussions en cours sur le financement des risques et la résilience aux Seychelles, l'équipe ADRF a commencé une **évaluation des risques côtiers** qui permettra de cartographier les principaux points à risque (hotspots) et les facteurs majeurs d'érosion côtière. Cet exercice entraînera également un examen des structures de financement public-privé, notamment celles pour le financement de solutions fondées sur la nature comme la restauration des récifs coralliens.

Zambie



Assurance agricole :

En collaboration avec la direction Finance, compétitivité et innovation de la Banque mondiale, l'Initiative ADRF réalise actuellement un **diagnostic du financement agricole** à la demande du gouvernement de la Zambie. Ce diagnostic se concentre sur l'évaluation de la faisabilité de l'assurance agricole, en cherchant à déterminer par exemple la qualité des données agricoles, le degré de complexité des marchés d'assurance nationaux et les connaissances financières des agriculteurs. Au cours de la saison de 2017, le gouvernement a ajouté pour la première fois au régime national de subvention des intrants (le Programme de subventions des intrants agricoles) un produit d'assurance basé sur des indices météorologiques, souscrit par plus de 800 000 agriculteurs. L'équipe ADRF a relevé les difficultés liées à l'élargissement rapide des prestations d'assurance, se traduisant notamment par des retards des versements d'indemnités, et à une méconnaissance de systèmes d'assurance parmi les agriculteurs. Un rapport sur l'état actuel de l'assurance agricole en Zambie sera préparé, qui prévoira potentiellement la fourniture d'une assistance technique supplémentaire au gouvernement dans le cadre d'un appui élargi au programme de financement agricole.

Programme national de financement des risques de catastrophes :

À la demande du gouvernement, l'équipe ADRF a présenté l'instrument Cat-DDO à des interlocuteurs clés du gouvernement zambien. Dans l'ensemble, les échanges avec les instances gouvernementales ont fait apparaître un vif intérêt de la part des principaux interlocuteurs (y compris du ministère pour la planification du développement national et du ministère des Finances) à considérer la possibilité d'un Cat-DDO. Pour se préparer aux discussions dans le pays, l'équipe ADRF a réalisé un **diagnostic préliminaire** et a rédigé un rapport comportant (i) un examen du système de GRC de la Zambie, y compris son cadre juridique, institutionnel et opérationnel ; (ii) une liste des aléas naturels auxquels le pays est exposé, en utilisant les rapports existants et des évaluations post-catastrophe, etc. ; (iii) un inventaire des instruments actuellement utilisés en matière de FRC en Zambie ; et (iv) un examen des plans et politiques de développement sectoriel et spatial qui tiennent compte de considérations de GRC. Suite à la demande formulée par le pays, l'équipe ADRF procédera au travail analytique supplémentaire en matière de FRC nécessaire à la mise en œuvre de solutions dans ce domaine.

Zimbabwe



Assurance agricole :

En collaboration avec la direction de l'agriculture de la Banque mondiale, l'Initiative ADRF est en train **d'élaborer un rapport intitulé Évaluation des risques du secteur agricole et stratégies de gestion des risques** qui recoupe deux analyses : (i) une évaluation des risques des chaînes d'approvisionnement agricoles ; et (ii) une analyse des solutions de GRC et de financement. Les constatations préliminaires ont été présentées lors de la conférence qui s'est tenue en juin 2018 à Harare sur la Transformation de l'agriculture du Zimbabwe pour le développement, qui a réuni une centaine de participants issus du gouvernement, du milieu universitaire et de partenaires humanitaires et de développement présents dans le pays. Cette évaluation devrait être achevée dans les mois à venir.

Pleins phares : Approbation de l'option de retrait différé pour les risques liés aux catastrophes (Cat-DDO) pour le Kenya

En juin 2018, la Banque mondiale a approuvé un financement de la politique de développement de GRC avec un Cat-DDO de 200 millions de dollars pour le Kenya. Cette ligne de crédit contingente novatrice apporte une liquidité immédiate à la suite d'une catastrophe naturelle. Le Cat-DDO représente la première opération d'appui aux politiques de développement déployée par la Banque mondiale au Kenya au cours des dix dernières années. Il servira de fondation pour les discussions politiques et soutient le gouvernement du Kenya dans ses efforts d'anticipation de GRC et des risques climatiques à l'aide d'un programme de réformes complet.

La préparation de cet instrument a donné lieu à des discussions entre l'équipe ADRF et le gouvernement du Kenya quant aux actions préalables nécessaires à prendre pour renforcer les capacités institutionnelles, techniques et financières du pays afin de gérer l'impact des aléas naturels et d'améliorer la résilience financière du pays. Au titre de l'une desdites actions préalables à cette opération, le gouvernement du Kenya a approuvé en juin 2018 sa stratégie nationale de FRC, lors de sa signature par le secrétaire de Cabinet du Trésor national. Il s'agit là de la première stratégie de FRC à être mise en œuvre en Afrique subsaharienne, qui a vu le jour dans le cadre de l'assistance technique fournie par l'Initiative ADRF. Cette étape importante ouvre la voie à l'élaboration par d'autres pays d'instruments similaires et de stratégies de financement des risques.

« Nous travaillons en étroite collaboration avec le Trésor national pour aider le Kenya à faire face aux pertes économiques causées par des catastrophes liées au changement climatique qui entravent souvent les efforts de réduction de la pauvreté et qui menacent les nombreuses avancées que le Kenya a effectuées dans sa démarche de promotion de la prospérité partagée. Cela fait longtemps que des phénomènes climatiques extrêmes menacent les progrès réalisés en matière de développement au Kenya, où 84 pourcent des terres sont classées comme zones arides ou semi-arides, et où le coût économique des sécheresses et des inondations est estimé représenter plus de 2 pourcent du produit intérieur brut en moyenne chaque année. »

Diarietou Gaye, Directrice Pays de la Banque mondiale pour le Kenya.



4.3. Facilitation d'initiatives régionales de financement des risques et de partage des connaissances

Atelier de formation au système d'information géographique (SIG) et conférence « État de la Carte en Afrique » (State Of The Map Africa)

L'Initiative ADRF a facilité plusieurs activités de partage des connaissances concernant les solutions d'évaluation et de financement des risques, avec la participation de partenaires travaillant sur d'autres Résultats. En voici un résumé.

L'Initiative ADRF et le gouvernement de l'Ouganda ont coorganisé une formation sur OpenStreetMap²⁸, QGIS²⁹ et InaSAFE³⁰ du 2 au 7 juillet 2017 à l'Université de Makerere à Kampala en Ouganda. Ces outils sont des plates-formes ouvertes d'informations sur les risques qui peuvent être utilisées pour produire des scénarios réalistes d'impact d'aléas naturels en vue d'améliorer les activités de planification, de préparation et d'intervention. Cette formation de cinq jours a été suivie par 24 délégués dotés de compétences dans les domaines de SIG et de la cartographie des Comores, de Madagascar, du Malawi, du Mozambique, du Niger, d'Ouganda, de Tanzanie et de Zanzibar. Elle visait à améliorer les capacités techniques en matière de GRC de ces acteurs gouvernementaux et de leur permettre de partager leur expérience, connaissances et compétences.

Après la formation informatique, les délégués ont participé à la première conférence « État de la Carte en Afrique » (State of the Map Africa) du 8 au 10 juillet 2017, qui a rassemblé des experts de la cartographie en libre accès (open-mapping) pour qu'ils fassent part de leurs expériences et pour favoriser la diffusion du projet Open Street Map dans l'ensemble du continent. Lors de la conférence, l'équipe ADRF a organisé une séance plénière sur le thème *Les femmes dans les domaines des technologies et de la cartographie*, qui a réuni des femmes cartographes et technologues de premier plan pour discuter des avantages de la diversité dans la cartographie technologique en source ouverte (open source). Un débat a eu lieu sur les mesures à prendre pour encourager les femmes à devenir cartographes, sur les obstacles à surmonter et les stratégies pour y parvenir. Un article sur la séance plénière a été publié sur le site internet de L'initiative pour le libre accès aux données pour la résilience (Open Data for Resilience Initiative - OpenDRI) <https://goo.gl/X4Q2YM>

Participants à la première conférence « État de la carte » (« State of the Map Africa »)

Crédit photo : Banque mondiale



²⁸ <https://www.openstreetmap.org>

²⁹ <https://qgis.org/en/site/>

³⁰ <http://inasafe.org/>

Villes Ouvertes en Afrique (Open Cities Africa)

L'Initiative ADRF a conçu et préparé une nouvelle activité régionale de partage des connaissances intitulée **Villes Ouvertes en Afrique (Open Cities Africa)**, qui transpose à plus grande échelle l'utilisation de moyens innovants de collecte de données et de cartographie dans 10 villes sélectionnées, en vue de renforcer les capacités à utiliser des outils et techniques de cartographie et de créer à cette fin un réseau local d'échange de connaissances (pour plus d'informations, voir plus loin la section Pleins phares).

Forum d'apprentissage Sud-Sud « Renforcement de la résilience par le biais de la protection sociale évolutive »

La Banque mondiale a organisé du 19 au 22 février 2018 le **Forum d'apprentissage Sud-Sud de la protection sociale et de l'emploi** à Francfort en Allemagne, en mettant l'accent sur le renforcement de la résilience par le biais de la protection sociale évolutive. L'Initiative ADRF a financé la participation à cet événement de 30 délégués issus de 13 pays africains : les **Comores, Eswatini, l'Éthiopie, le Kenya, le Lesotho, le Madagascar, le Malawi, le Mali, la Mauritanie, le Mozambique, le Niger, l'Ouganda** et le **Sierra Leone**. Le Forum a été l'occasion de mettre en évidence le travail accompli dans le cadre de l'Initiative ADRF. À ce titre, le commissaire aux catastrophes du gouvernement de l'Ouganda a mis en avant le travail sur le système national de sécurité sociale évolutif en cas de crises.

Événement d'échange de connaissances Sud-Sud aux Seychelles

Dans le cadre de l'Initiative ADRF et OpenDRI, des formateurs de la Banque mondiale, de Tanzania Flying Labs (qui appartient à un réseau mondial connecté à WeRobotics, un organisme à but non lucratif basé aux États-Unis) et de Drone Adventures (un organisme à but non lucratif suisse travaillant avec Sensefly) **ont formé des représentants de 34 différentes instances gouvernementales et ONG des Seychelles aux méthodes de planification de vol de drone, de pilotage de drone et de traitement des données qui en résultent**. Par ailleurs, au moyen d'études de cas propres aux Seychelles, les participants ont pu découvrir les nombreuses applications possibles à partir des images recueillies. Cette formation de grande échelle portant sur les drones (une première aux Seychelles) a été extrêmement bien reçue. Les données produites ont été communiquées aux ministères de tutelle et serviront de base à plusieurs activités, notamment à des missions de gestion des risques côtiers. Les images en haute résolution sont utilisées dans un modèle de risques en vue de mieux comprendre les risques d'inondations et d'érosion côtières ; les données en découlant, qui devraient être disponibles d'ici juillet 2018, viendront éclairer l'élaboration en cours d'une stratégie de gestion des zones côtières et l'identification de solutions fondées sur la nature pour la prévention des risques. Un article sur cette activité peut être consulté ici : <https://goo.gl/LkqaXm>

Formation à GeoNode au Mozambique

14 techniciens gouvernementaux au Mozambique ont assisté à des séances de formation adaptée à leur contexte sur le GeoNode et son suivi. Les participants comptaient parmi eux des représentants de l'INGC, de l'Agence nationale de cartographie, de l'Institut national de météorologie et de la Direction nationale pour la gestion des ressources en eau. Ces deux derniers organismes préparent des contributions essentielles pour GeoNode, afin que l'INGC puisse produire des cartes d'exposition aux inondations pour établir des plans de contingence. La formation était destinée à renforcer les capacités d'exploitation de ces outils géospatiaux pour qu'ils remplissent les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus. En particulier, elle aidera les participants à utiliser les informations géospatiales disponibles pour améliorer la planification de contingence, y compris la planification des ressources financières et des interventions d'urgence.

Événement sur l'Initiative ADRF : Partage d'expériences et de connaissances entre les pays africains en matière de financement des risques de catastrophes

Le 15 mai 2018, plus de 60 participants ont assisté à un événement sur l'Initiative ADRF, qui a eu lieu en marge du Forum Comprendre les risques (*Understanding Risk*) à Mexico. Parmi les participants figuraient 40 délégués gouvernementaux issus de 14 pays d'Afrique subsaharienne (**Cap-Vert, Eswatini, Éthiopie, Ghana, Kenya, Lesotho, Madagascar, Malawi, Mozambique, Nigeria, Ouganda, Seychelles, Sierra Leone et Tanzanie**). Y ont également assisté des représentants de communautés économiques régionales africaines, y compris de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) et de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), de même que des représentants de la BAD, de la CUA et de la Banque mondiale/GFDRR. Il s'agissait là du plus grand rassemblement de ce type à ce jour réunissant des professionnels africains du financement des risques de catastrophes. Cet événement a mis en valeur les impacts que l'Initiative ADRF a déjà pu exercer pour renforcer les capacités des gouvernements d'Afrique subsaharienne dans ce domaine.

Cet événement avait pour objectif principal de réunir des représentants des gouvernements et des professionnels impliqués dans la mise en œuvre de l'Initiative ADRF, pour leur permettre de partager leurs expériences, leurs connaissances et les leçons apprises sur les activités mises en œuvre en matière de FRC dans le contexte africain. Il s'est axé sur les thèmes de l'information sur les risques dans les programmes de GRC et de FRC.

Il ressort clairement des échanges qui ont eu lieu entre les pays africains lors de l'événement que la question du FRC évolue différemment selon le pays, le contexte, les besoins du gouvernement et de l'appui politique qui lui est accordé. Il en est également clairement ressorti que le développement des capacités dans le domaine du FRC en Afrique subsaharienne relève d'un processus qui s'inscrit sur la durée et qui nécessitera la mobilisation active des partenaires du développement dans les années à venir. Les pays désireux d'en savoir plus sur la question ont pu profiter des leçons provenant des succès rencontrés dans d'autres pays où des engagements ADRF ont été entrepris, ce qui souligne encore une fois l'importance des activités de partage des connaissances. En tant que pionniers de l'agenda du FRC dans leurs pays respectifs, les participants sont repartis de l'événement munis d'un vaste catalogue de bonnes pratiques à diffuser dans leur pays à leur retour. Pour en savoir plus sur l'événement, voir l'article à <https://goo.gl/tx3CRt>

Participants au cours de l'événement sur l'Initiative ADRF le 15 mai 2018 à Mexico au Mexique

Crédit photo : Banque mondiale



Pleins phares : Villes Ouvertes en Afrique - Open Cities Africa



Villes Ouvertes en Afrique (*Open Cities Africa*) est une nouvelle activité régionale de partage des connaissances lancée dans le cadre de l'Initiative ADRF, visant d'une part à **transposer à plus grande échelle l'utilisation de moyens innovants, ouverts et dynamiques de collecte de données et de cartographie** à l'appui de la GRC et de la croissance urbaine, et d'autre part à créer un environnement propice au financement de risques.

Villes Ouvertes en Afrique appuie des projets dans 10 villes d'Afrique subsaharienne (Ngaoundéré au **Cameroun**, Kinshasa en **RDC**, Accra au **Ghana**, Monrovia au **Liberia**, Antananarivo à **Madagascar**, Kampala en **Ouganda**, Pointe-Noire en **République du Congo**, Saint-Louis au **Sénégal**, Victoria aux **Seychelles**, Stone Town à **Zanzibar**) en vue d'y introduire des processus à la fois novateurs, ouverts et participatifs de collecte de données et de cartographie, qui viennent à l'appui de la gestion de la croissance urbaine et des risques de catastrophes. Ses objectifs comprennent (i) la collecte et la création de données accessibles de grande qualité et actuelles ; (ii) l'élaboration d'outils informatiques ciblés pour accompagner l'utilisation de données sur les risques par les administrations locales et les partenaires à des fins de planification ; et (iii) le développement des compétences des institutions locales et des organismes de mise en œuvre dans les domaines de la collecte de données, de la cartographie et de l'élaboration d'outils.

L'Initiative ADRF a organisé l'événement de lancement du projet Villes Ouvertes en Afrique du 11 au 15 juin 2018 à Kampala en Ouganda, réunissant 45 participants des 10 villes africaines, comptant parmi eux des acteurs locaux et des interlocuteurs du gouvernement, avec des animateurs du laboratoire d'Innovations (Innovation Lab) de la GFDRR, de l'équipe OpenStreetMap humanitaire, de l'équipe Tanzania Ramani Huria, de l'Initiative de cartographie du Zanzibar et de Mapillary, une start-up en apprentissage sur les machines. Les participants ont notamment appris sur la question de la compréhension des risques, sur les approches et les outils de cartographie numérique, sur la collaboration ouverte et sur d'autres innovations liées aux technologies géospatiales ouvertes.

Cet événement de lancement a donné lieu à de précieux échanges de connaissances entre les équipes des villes et les experts internationaux travaillant à la croisée de la GRC et du développement des technologies (<https://opendri.org/open-cities-africa-kickoff-2018/>). Une plate-forme en ligne a été créée pour poursuivre le processus d'apprentissage et de renforcement des capacités (<https://opencitiesafrica.course.tc>). Un autre atelier a réuni les délégués en marge de l'événement Conférence Comprendre les risques Tanzanie (*Understanding Risk Tanzania*) en août 2018 pour faire le point sur les progrès accomplis par les équipes, échanger entre villes les enseignements tirés et profiter de conseils ciblés d'experts. Il a aussi été l'occasion d'en apprendre plus sur la conception et le prototypage axé sur l'utilisateur pour veiller à ce que les données puissent être utilisées de la manière la plus efficace possible par toutes les parties prenantes.



Chutes Victoria, Zambie

Source: iStock

5. Gouvernance

Équipe ADRF :

Une équipe dédiée de la GFDRR à Bruxelles se charge de la gestion de l'Initiative ADRF, en assurant sa coordination au quotidien avec la Commission européenne (principalement par l'intermédiaire de la Délégation de l'UE à la CUA), le Secrétariat ACP et les autres partenaires de mise en œuvre du Programme ACP-UE de Renforcement de la résilience aux catastrophes en Afrique subsaharienne ainsi que d'autres parties prenantes. L'équipe de la GFDRR à Bruxelles veille également à la visibilité effective du Programme et à la coordination du plan de travail et des activités ADRF, dont l'exécution conjointe est confiée à trois équipes au sein de la Banque mondiale :

- L'équipe Afrique de GRC de la Banque mondiale, qui fait partie de la direction du développement social, urbain et rural et résilience de la Banque mondiale, et mène le dialogue sur la GRC avec les pays africains ;
- Le laboratoire d'innovations de la GFDRR (*Innovation Lab*), qui dirige les travaux en vue de créer l'environnement propice au financement des risques et de faciliter des initiatives régionales de partage des risques et des connaissances ; et
- Le Programme de financement et d'assurance des risques de catastrophe, un partenariat commun entre la direction Finance, Compétition et Innovation de la Banque mondiale et la GFDRR, qui dirige le dialogue concernant le FRC

Coordination :

Dans un souci d'efficacité et pour éviter les duplications, les activités de l'ADRF sont étroitement coordonnées avec les autres programmes en cours financés par l'UE (par l'intermédiaire des délégations de l'UE), des agences des Nations unies, de la Banque mondiale/GFDRR et d'autres partenaires du développement. Une attention particulière est accordée à la coordination entre les différents résultats du programme de Renforcement de la résilience aux catastrophes en Afrique subsaharienne lors des réunions semestrielles du Comité de pilotage du programme (CPP), ainsi que par la coordination active de la GFDRR avec les partenaires de mise en œuvre de R1 (CUA et UNISDR), R2 (Banque mondiale-GFDRR), R3 (BAD) et R4 (UNISDR). Une attention spécifique a été accordée à la coordination des Résultats R4 et R5 pour veiller à la complémentarité des activités visant à améliorer l'accès aux informations sur les risques. La coordination entre la GFDRR/Banque mondiale, la CUA et l'UNISDR est entreprise pour assurer le suivi et les rapports d'activité concernant les progrès réalisés pour l'ensemble du Programme.

La coordination entre les différentes activités mises en œuvre par les partenaires a été renforcée lors de la 11^e session du Groupe de travail des pays africains sur la réduction des risques de catastrophes, qui a eu lieu les 26 et 27 septembre 2017, à Mombasa au Kenya. Présidée par la CUA avec le Secrétariat de l'IGAD agissant à titre de vice-président, la réunion a regroupé 60 représentants de la CUA, des Commissions économiques régionales africaines, d'États membres³¹ et d'autres organisations membres, y compris la Banque africaine de développement, la délégation de l'UE auprès de l'Union africaine, l'UNISDR et la Banque mondiale/GFDRR. La réunion a relevé les activités prioritaires pour accélérer la mise en œuvre du Cadre de Sendai en Afrique pour la prévention des risques de catastrophes aux niveaux du continent, régional, national et sous-national. La 12^e session du Groupe de travail Afrique sur la prévention des risques de catastrophes a eu lieu les 13-14 mars 2018 à Bahir Dar, en Éthiopie, pour faire le point sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre des activités prioritaires relevées lors de la 11^e session du Groupe de travail Afrique sur la Réduction des risques de catastrophes.

Comité de pilotage :

Dans le cadre du Programme de Renforcement de la résilience aux catastrophes en Afrique subsaharienne, l'Initiative ADRF rend compte au CPP afin de s'assurer que tous les résultats observent la stratégie telle qu'énoncée dans l'Accord de Financement et les accords et amendements subséquents. Le CPP supervise et valide la direction stratégique globale et l'orientation politique du Programme. Deux réunions du CPP ont eu lieu entre le 1^{er} juillet 2017 et le 30 juin 2018 :

- La 4^e réunion du CPP de Renforcement de la résilience aux catastrophes en Afrique subsaharienne s'est tenue le 28 septembre 2017, à Mombasa au Kenya, en marge de la 11^e réunion du Groupe de travail Afrique concernant la réduction des risques de catastrophes (26-27 septembre).
- La 5^e réunion du CPP s'est tenue le 15 mars 2018 à Bahir Dar en Éthiopie, en marge de la 12^e session du Groupe de travail Afrique sur la réduction des risques de catastrophes (13-14 mars).

²³ L'Afrique du Sud, le Gabon, la Gambie, l'Ouganda et le Soudan

Annexe - Communication et visibilité

Publications et rapports

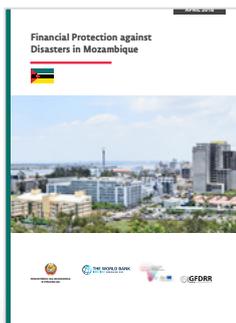


Initiative ADRF - Rapport d'activité 2016-2017

Le rapport d'activité de l'Initiative ADRF pour juillet 2016 à juin 2017 donne un aperçu des activités accomplies et des faits saillants de l'Initiative ADRF pour cette période. Il peut être consulté en anglais à <https://goo.gl/fziz5j> et en français à <https://goo.gl/xchCpU>

Brochure mise à jour du Programme de l'Initiative ADRF

La brochure mise à jour du Programme est accessible à <https://goo.gl/vQ7d8E>



La protection financière contre les catastrophes naturelles au Mozambique

Le rapport intitulé *La protection financière contre les catastrophes naturelles au Mozambique*, publié en avril 2018, décrit le profil de risques et les effets des catastrophes, la gestion budgétaire des catastrophes et les solutions d'assurance face aux catastrophes au Mozambique.

Le rapport est disponible en anglais à <https://goo.gl/K3i1Yh>, et en portugais à <https://goo.gl/maB6Xo>

Brochure du Programme de Renforcement de la résilience aux catastrophes en Afrique subsaharienne

La brochure du *Programme de Renforcement de la résilience aux catastrophes en Afrique subsaharienne* a été publiée en septembre 2017 et décrit dans les grandes lignes les objectifs et les activités de chaque Résultat et le rôle de chaque partenaire dans la mise en œuvre du programme. Lien vers la brochure : goo.gl/xauN1D.



Publications & Reports



De meilleures données, une meilleure résilience : Leçons en matière de financement des risques de catastrophes de l'Ouganda

Le rapport intitulé *De meilleures données, une meilleure résilience : Leçons en matière de financement des risques de catastrophes de l'Ouganda* met en évidence l'appui apporté par l'Initiative ADRF au gouvernement de l'Ouganda pour l'élaboration d'un mécanisme de FRC dans le cadre du projet NUSAF3. Ce projet comprend une composante réactive à la crise, évolutive, du programme national ougandais existant. Le rapport est disponible à : <https://goo.gl/dAWfZw>

Aperçu sur l'Ouganda (*Uganda Country Snapshot*)

Le rapport intitulé *Aperçu sur l'Ouganda (Uganda Country Snapshot)* met en évidence l'appui apporté par l'Initiative ADRF au gouvernement de l'Ouganda pour l'élaboration d'un mécanisme de FRC dans le cadre du projet NUSAF3. Le rapport est disponible à <https://goo.gl/gXtekv>

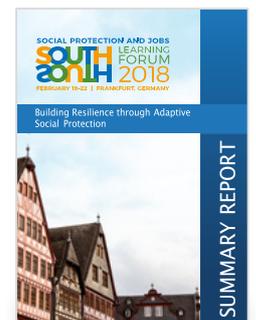


Aperçu sur le Kenya (*Kenya Country Snapshot*)

Le rapport intitulé *Aperçu sur le Kenya (Kenya Country Snapshot)* met en évidence l'appui apporté par l'Initiative ADRF au gouvernement du Kenya à l'établissement d'un programme d'assurance pour les récoltes agricoles et le bétail destiné à assurer les ménages pastoraux qui se trouvent juste au-dessus du seuil du filet de sécurité sociale, en les aidant à éviter d'être forcé de bénéficier d'autres programmes. Le rapport est disponible à : <https://goo.gl/fr3WEn>, et le Profil du Pays à : <https://goo.gl/u5ww9t>

Rapport de synthèse du Forum d'apprentissage Sud-Sud « *Renforcement de la résilience par le biais de la protection sociale adaptative* »

La Banque mondiale a organisé le Forum d'apprentissage Sud-Sud de la protection sociale et de l'emploi (SSLF) du 19 au 22 février 2018, à Francfort en mettant l'accent sur le *renforcement de la résilience par le biais de la protection sociale évolutive*. L'Initiative ADRF a permis la participation de 30 délégués issus de 13 pays africains : les **Comores, Eswatini, l'Éthiopie, le Kenya, le Lesotho, le Madagascar, le Malawi, le Mali, la Mauritanie, le Mozambique, le Niger, l'Ouganda** et le **Sierra Leone**. Le rapport est disponible à : <https://goo.gl/qHgFZa>





Route de montagne, Lesotho

Source: iStock

Facilité mondiale pour la prévention des risques de catastrophes et le relèvement (GFDRR)

La Facilité mondiale pour la prévention des risques de catastrophes et le relèvement (GFDRR) est un partenariat mondial créé en 2006 pour aider les pays en développement à comprendre, à gérer et à réduire les risques découlant d'aléas naturels et du changement climatique. Sous l'égide de la Banque mondiale, la GFDRR reçoit le soutien de 34 pays et de 10 organisations internationales et elle œuvre avec plus de 400 partenaires infra-nationaux, nationaux, régionaux et internationaux. La mission de la GFDRR est de faciliter la mise en œuvre du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes et de contribuer à la réalisation des Objectifs de développement durable et de l'Accord de Paris en veillant à concevoir les politiques, les plans et les investissements de développement politiques, y compris la reconstruction post-catastrophe, de sorte à minimiser les risques de catastrophes et à renforcer la résilience des populations et des économies au changement climatique. La GFDRR accorde des financements au moyen de subventions, de l'assistance technique, des formations et des activités de partage des connaissances, afin d'intégrer dans les politiques et les stratégies la gestion des risques de catastrophes et climatiques. Pour plus d'informations, veuillez visiter : <http://www.gfdr.org/>.

Le laboratoire d'innovations « Innovation Lab » de la GFDRR soutient le recours aux sciences, aux technologies et à l'accès libre aux données en prônant de nouvelles idées et l'élaboration d'outils inédits en vue de donner les moyens aux décideurs dans des pays vulnérables de renforcer leur résilience. Voir <http://www.gfdr.org/innovation-lab>

Le Programme de gestion des risques de catastrophes en Afrique de la Banque mondiale

Le Programme de gestion des risques de catastrophes en Afrique de la Banque mondiale apporte son soutien aux pays et aux communautés d'Afrique subsaharienne pour renforcer leur résilience climatique et face aux catastrophes pour un développement durable. Il est actuellement desservi par 58 points focaux répartis dans 48 pays. Il dispose d'un portefeuille de 5,4 milliards de dollars, soit environ 10 % du portefeuille de la Banque mondiale pour l'Afrique. Cela comprend un portefeuille d'investissement de GRC de plus d'un milliard de dollars et de 50 millions de dollars de subventions pour assistance technique dans plus de 28 pays. Grâce à ses opérations d'investissement et d'assistance technique, l'équipe de gestion des risques de catastrophes établit des synergies efficaces avec d'autres initiatives telles que les différents résultats du Programme ACP-UE de Renforcement de la résilience aux catastrophes en Afrique subsaharienne et d'autres initiatives ACP-UE.

Le Programme de Financement et d'assurances des risques de catastrophes

Le Programme de Financement et d'assurances des risques de catastrophes est un partenariat commun entre la direction Finance, Compétition et Innovation de la Banque mondiale et la GFDRR. Ce Programme a été créé en 2010 afin de faciliter la résilience financière des gouvernements, entreprises et ménages face aux catastrophes naturelles. Voir <http://www.worldbank.org/en/programs/disaster-risk-financing-and-insurance-program>.



Langata, Kenya

Source: iStock

Renforcement de la résilience aux catastrophes en Afrique subsaharienne – Résultat 5

Facilité mondiale pour la prévention des risques de catastrophes et le relèvement (GFDRR)

Banque mondiale - Bureau de Bruxelles
17, av. Marnix-B1000 Bruxelles, Belgique
www.gfdr.org



GFDRR
Global Facility for Disaster Reduction and Recovery